This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 740,791

UNIVERSITY OF MI[redacted]S

HX
265
S15
C52

RELIGION SAINT-SIMONIENNE.

POLITIQUE EUROPÉENNE.

ARTICLES EXTRAITS DU GLOBE.

PARIS.

AU BUREAU DU GLOBE, RUE MONSIGNY, N° 6.

1832.

Chevalier, Michel

RELIGION SAINT-SIMONIENNE.

POLITIQUE

EUROPÉENNE.

ARTICLES EXTRAITS DU GLOBE.

PARIS.
AU BUREAU DU GLOBE,
RUE MONSIGNY, N° 6.
1831.

ÉVERAT, inprimeur, rue du Cadran, N° 16.

Vignaud
3-14-30

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Avis.	1
L'Intervention (extrait du *Globe* du 17 décembre 1830).	3
Loi des 80,000 hommes. — La France et l'Angleterre (extrait du *Globe* du 8 décembre 1830).	9
Direction nouvelle a donner a la politique générale (extrait du *Globe* du 3 juin 1831).	19
La Russie et la Pologne (extrait du *Globe* du 4 juin 1831).	29
Alliance de la Russie avec la Porte. — Équilibre européen. — Rôle de la Russie (extrait du *Globe* du 18 juin 1831).	35
La Belgique et la Pologne (extrait du *Globe* du 14 juin 1831).	45
Situation de l'Autriche (extrait du *Globe* du 8 juin 1831).	53
Du Rôle qui convient a l'Allemagne et a la Prusse en particulier (extrait du *Globe* du 16 juin 1831).	61

Pages.

Rôle de la Prusse. *Deuxième article* (extrait du *Globe* du 26 juin 1831). 71

L'Angleterre (extrait du *Globe* du 22 juin 1831). 83

La Paix et la Guerre (extrait du *Globe* du 29 juin 1831). 97

La Pologne (extrait du *Globe* du 8 mars 1831). 107

La Pologne (extrait du *Globe* du 20 octobre 1831). 113

Alger (extrait du *Globe* du 10 novembre 1831). 119

AVIS.

Nous publions ici une série d'articles de politique générale qui ont déjà paru dans *le Globe*, et qui y ont été remarqués. Nous savons qu'ils présentent aujourd'hui ce défaut, entre autres, qu'ils sont parfois profondément empreints du caractère critique qui était et qui devait être plus particulier à notre rédaction alors qu'ils ont été écrits. Ils sont encore incomplets sous ce rapport, que nous y avons assigné à l'Orient un rôle trop passif vis-à-vis de la civilisation occidentale, et c'est pour ce motif que nous leur donnons aujourd'hui le titre restreint de *Politique Européenne*. Toutefois, ils posent les rapports des diverses puissances de l'Europe sur une base beaucoup plus large qu'on ne l'avait fait jusqu'à nous; c'est un premier essai de distribution des rôles dans l'œuvre humanitaire qui doit préparer l'*association universelle;* tels qu'ils sont, ils sont de nature à être lus avec profit.

Le Directeur du Globe,

MICHEL CHEVALIER.

POLITIQUE

EUROPÉENNE.

L'INTERVENTION.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 17 DÉCEMBRE 1830.)

Depuis les événemens de juillet tout le monde a compris que les intérêts dont ils ont assuré le triomphe sont peu en faveur auprès des souverains de l'Europe ; tout le monde a senti que les principes de légitimité tels que les avait promulgués la sainte-ailliance, tels que les interprétait, en Allemagne M. de Metternich, en Angleterre Wellington, tels que les répétaient sur les autres trônes de l'Europe les fidèles échos de ces deux maîtres, venaient de recevoir un solennel démenti. On s'est rappelé la réponse faite à des démentis sinon pareils, au moins analogues, interjetés par les cortès espagnols, par les constitutionnels de Naples et de Turin. Pour écarter une attaqué semblable à celle qui avait noyé dans le sang et enseveli sous des cadavres la constitution espagnole au sein de trois royaumes ; attaque qu'on ne redoutait pas, car la

France a le sentiment de sa puissance, mais qu'on aurait voulu éviter parce que la guerre, considérée en soi, n'apparaît plus que comme un fléau; pour continuer paisiblement l'œuvre de régénération intérieure, un cri s'éleva unanime sur toute la France : on proclama le principe de non-intervention, on le posa comme une barrière à l'antipathie des rois contre les idées d'affranchissement.

Parmi les publicistes qui poussèrent avec eux la France entière à embrasser étroitement le principe de non-intervention, à lui vouer un culte, le plus grand nombre furent guidés par des sentimens d'ordre et de paix certainement dignes d'éloges, mais mal éclairés; quelques-uns cédèrent purement et simplement aux inspirations d'un patriotisme égoïste et barbare. Ceux-ci eussent volontiers entouré la France d'un enceinte de murailles pareille à celle de la Chine, et à l'abri derrière leurs remparts, isolés de tous les peuples de la terre, ils eussent, à leur compte, discuté leurs affaires, formulé une Charte et organisé leurs cités et leurs bureaux sans s'enquérir de ce qui se serait passé de l'autre côté de la muraille, sans s'inquiéter si au dehors on avait pour la France amour ou haine, sans écouter les menaces ou les cris plaintifs qui auraient traversé leurs lignes de circonvallation.

Les uns et les autres ont méconnu le rôle que la France est appelée à jouer dans les affaires du monde civilisé; ils se sont mépris sur le caractère et la gravité des événemens qui ont renversé le trône de Charles X.

L'histoire entière de l'humanité n'est autre chose qu'une série d'*interventions* d'homme à homme, ou de peuple à peuple. En se plaçant à une grande hauteur pour étudier la vie de l'espèce humaine, elle apparaît comme un être collectif se développant dans son ensemble et dans ses membres par le rapprochement et le contact continuel des diverses sociétés qui la

composent, par leur action et leur réaction les unes sur les autres, et dans chaque société par l'action et la réaction des castes, des classes et des individus.

Pendant les premiers âges de l'humanité, où les peuples étaient plus habiles à détruire et à dévaster qu'à créer et à embellir, l'*intervention* a eu un caractère violent. Quelquefois des hommes ont compris qu'ils avaient mission d'accomplir, par leurs nations et par eux-mêmes, sur leurs compatriotes et sur les peuples voisins, une œuvre civilisatrice, une œuvre d'amélioration. Ceux-ci sont en petit nombre : ce ne sont guère que les révélateurs, ceux qui ont apporté à leurs semblables une religion nouvelle ou qui se sont chargés de la répandre. Ils ont fait sanctionner leur mandat par la foi religieuse. Mais presque toujours ils ont été obligés d'opérer par des moyens barbares sur des êtres barbares ; ils sont *intervenus* le glaive à la main dans les affaires des peuples qu'ils avaient mission d'initier à des progrès nouveaux ; ils ont fait écouter leur enseignement en imposant silence autour d'eux par le fer et par le feu.

Et cela a été convenable et légitime, car c'était la condition du progrès de l'humanité.

Tel a été le caractère général des guerres et des actes du gouvernement, quelquefois sanglant, de Moïse, de Charlemagne et de Mahomet.

Souvent encore des hommes et des peuples ont surgi, instrumens aveugles d'une loi de perfectibilité, chérissant la guerre, idolâtrant la conquête et s'y adonnant avec passion. Tantôt ce sont les Grecs et les Romains épanchant leur civilisation supérieure sur des peuples moins avancés, et superposant une nationalité plus large à une foule de nationalités étroites; tantôt ce sont les barbares qu'un vague instinct fait déborder de leurs forêts, et qui viennent providentiellement et

sans en avoir la conscience, briser des institutions vieillies, pour faire place à des institutions progressives.

Ainsi dans le passé, la guerre, malgré toutes ses horreurs, malgré toutes les cruautés dont furent souillés les lauriers des consuls romains et des stratréarques grecs, des César et des Alexandre; malgré les profanations hideuses et les dévastations qui signalèrent les pas des Attila et des Clovis; la guerre, alors si meurtrière, si spoliatrice, si étrangère à tout sentiment de générosité et de clémence, la guerre, c'est-à-dire l'*intervention armée*, apparaît comme un moyen puissant d'éducation du genre humain, comme un instrument de progrès et d'amélioration, comme un lien qui a enlacé les peuples, les a mêlés les uns aux autres et les a préparés à une association générale où la violence ne trouverait plus de place.

Plus près de nous, les sociétés *interviennent* encore très fréquemment les unes chez les autres; mais comme elles sont alors singulièrement adoucies, parce que Jésus-Christ, et après lui quelques pêcheurs de Judée, jugèrent à propos, il y a dix-huit cents ans, d'*intervenir* dans les affaires du monde entier; ce n'est plus toujours les armes à la main et la menace à la bouche qu'un peuple se présente à un autre peuple. Les missionnaires ne sont pas exclusivement des guerriers. Les armées ne sont que les escortes de commerçans, ou de prêtres, ou de philosophes. Souvent même ceux-ci se présentent tels que Penn dans les contrées éloignées, seuls, inoffensifs, sans autre mousqueterie que leurs marchandises, sans autre artillerie que la parole de l'Évangile ou que la science et les arts.

Dans la situation présente des peuples européens, leurs relations ordinaires ne sont qu'une intervention continuelle. Bien plus : il y a déja entre eux de nombreux élémens d'une association vigoureuse. Sous le point de vue commercial, il y a association par la solidarité des affaires de banque auxquelles

se rattachent toutes les autres, solidarité si bien constituée, qu'une hausse ou une baisse à Paris se répercute immédiatement à Londres, à Pétersbourg, à Francfort, à Amsterdam, partout enfin où l'on négocie et où l'on cote des valeurs. Sous le point de vue scientifique, il y a association par le fait des rapports constans d'académie à académie, ou de savant à savant. Sous le point de vue moral, le lien d'association se resserre de jour en jour par la communauté de vues et d'affections, par la disparition des haines nationales, par les sympathies vives qui de chaque centre viennent converger vers Paris. Dans un pareil état de choses, il y a échange continuel de sentimens, d'idées et de produits matériels entre les peuples; et de cette circulation constante, de ce triple courant qui toujours va et revient, s'alimentant et se dispersant sans cesse, résulte une *intervention* perpétuelle d'homme à homme, de cité à cité, de nation à nation, de continent à continent.

Dans ce majestueux ensemble des peuples gravitant avec dignité vers une unité glorieuse de bonheur, de science et de richesse, nous le disons avec une conviction tout-à-fait pure des inspirations d'un patriotisme égoïste, la France apparaît comme le coryphée qui précède et conduit la foule, comme le foyer de toutes les sympathies, de tous les efforts généreux; c'est elle qui continue avec éclat la mission des peuples civilisateurs; c'est elle qui a mandat de grandir sans cesse en élevant avec elle les autres peuples, c'est elle vers laquelle tous tournent les yeux, pour qu'elle leur indique d'un signe ce qu'ils doivent aimer, ce qu'ils doivent penser, ce qu'ils doivent faire; c'est elle qui a le superbe privilége de répandre à pleines mains l'enthousiasme dans l'univers, de faire partager à toutes les nations ses joies et ses douleurs; c'est elle aussi dont les bras sont animés d'une vigueur irrésistible; c'est en elle que tous les peuples ont placé leur confiance et leur espoir.

De toutes les contrées la France fut celle où la féodalité fut le plus tôt attaquée ; il y a quarante ans, nos pères assaillirent les derniers retranchemens de la vieille forteresse édifiée par Charlemagne ; ils l'envahirent en foule, la saccagèrent, la minèrent par mille points, et la firent sauter avec fracas. L'explosion fut épouvantable ; les trônes d'Europe furent ébranlés, les peuples secouèrent leurs chaînes, et la France, inondant l'Europe entière de ses soldats et de ses missionnaires républicains, propagea chez tous l'enseignement anti-féodal, brisa les couronnes, détacha çà et là des chaînes, et, momentanément épuisée par tant d'efforts, se reploya sur elle-même, pareille au Nil qui rentre dans son lit lorsqu'il a déposé sur le sol de l'Égypte le limon salutaire qui la fertilise.

Les quinze années qui viennent de s'écouler ont été comme un long entr'acte dans le grand drame de l'affranchissement et de la régénération des peuples. Voici qu'un nouvel acte vient de s'ouvrir.....

LOI DES 80,000 HOMMES.

LA FRANCE ET L'ANGLETERRE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 8 DÉCEMBRE 1830.)

La loi sur la levée de 80,000 hommes a été présentée, examinée, rapportée, discutée et votée en quatre jours. Une pareille vivacité est peu dans les habitudes de la Chambre; c'est un progrès qu'elle a accompli, c'est une réponse à ceux qui l'accusent d'immobilité, réponse directe et beaucoup plus péremptoire que les âcres admonestations adressées à la jeunesse, ou que les citations à la barre dont on a fait peur à certains magistrats.

Il est cependant remarquable que les faits à l'occasion desquels la Chambre manifeste cette activité inaccoutumée, les seuls qui aient puissance de lui donner, sinon l'enthousiasme, au moins la chaleur vitale, soient exclusivement

ceux qui sont conçus et exécutés dans des formes rétrogrades, bien que pour un but légitime, et qui par leur nature ne sauraient l'être autrement. Il est singulier que le seul moyen d'exciter les sympathies de ces législateurs peu belliqueux soit de faire retentir à leurs oreilles un cri de guerre; que pour les rendre vigilans et alertes, il faille absolument faire un appel à leurs sentimens de haine contre de *grands princes* qui les menacent, et que ce soit en les entretenant de 500,000 baïonnettes et de préparatifs guerriers, en leur parlant combats et prouesses, qu'on obtienne d'eux le plus grand de tous les sacrifices, celui de leurs habitudes lentes, de leur mollesse circonspecte et méticuleuse. Ils doivent eux-mêmes être tout surpris d'avoir voté par acclamation un impôt énorme, le plus onéreux de tous, celui du sang; de l'avoir voté large et abondant, eux qui ont consumé en débats inactifs des semaines entières, des mois bien longs, pendant que l'industrie gémissante, atteinte d'un coup imprévu, languissait à la porte, implorant leur secours; eux qui, après une longue attente, n'ont su lui mettre dans la main qu'un soulagement précaire, qu'ils regrettaient tout haut de ne pas lui avoir refusé. Ne dirait-on pas que le seul sentiment vivace dans le cœur des députés de France soit une aversion profonde contre le passé personnifié dans la race déchue et dans les rois qui s'en feraient les champions imprudens; que chez eux toute affection générale est éteinte, et qu'ils ne savent plus rien aimer, rien, pas même l'industrie, qui est la nourricière des empires.

Ce n'est pas seulement l'allure animée de cette discussion qui mérite une attention sérieuse. Lorsque après les événemens de juillet les hommes d'en bas, tout animés encore de l'ardeur du combat, crièrent vivement vers la

Chambre, et lui demandèrent vaguement des *progrès*, elle, dont la plupart des membres n'avaient vu dans la révolution que la substitution d'un drapeau à un autre sur le clocher de leur village, elle qui n'avait pas respiré l'odeur de la poudre, prit assez mal les brusques avertissemens qu'on lui adressait, et repoussa avec humeur les donneurs d'avis, les traitant de *jeunesse inquiète et inexpérimentée*. Il n'y a même pas long-temps, l'un des orateurs de la majorité les reprit encore une fois avec amertume, leur disant que le *progrès c'était la soif des places*. Or cependant un perfectionnement s'est accompli; il s'est réalisé au sein même de la Chambre, et l'orateur que nous venons de citer s'est raccommodé avec le *progrès* lui-même. Ce mot, dont on s'était fait un épouvantail, qui avait la fâcheuse prérogative d'exciter, au sein de l'assemblée, des murmures et des tumultes, M. Jars l'a prononcé, l'a répété, l'a répété encore, toujours à propos, avec l'épanchement d'une réconciliation récente. « La guerre, a-t-il dit, ne saurait être le vœu d'un » esprit *progressif;* la guerre compromet tout et détruit » tout : c'est un obstacle certain à tous les *progrès*, à toutes » les améliorations; c'est un fléau des temps anciens, un » legs de la barbarie, et nous devons espérer que la civili- » sation moderne, à mesure de ses *progrès*, pourra nous » en délivrer. »

Ces pensées sont assurément de celles qu'on est malheureusement peu habitué à entendre prononcer par les politiques du jour, par les hommes qui contemplent dans le ravissement de l'extase le mécanisme compliqué de l'équilibre européen; et comme elles ont été hautement applaudies, nous en concluons que la majorité de la Chambre a prodigieusement avancé depuis le temps où les membres qui la composent aujourd'hui votaient dans le même budget

200 millions pour les dépenses du ministère de la guerre, et 2 à 300,000 francs pour l'instruction élémentaire.

M. Audry de Puyraveau est allé plus loin encore que M. Jars : c'est dans l'ordre; il est un des honorables membres que le mot de progrès avait le moins effarouchés. « Bientôt, a-t-il dit, la guerre ne sera plus possible : les » peuples ne voudront plus se suicider. ILS FORMENT PAR LE » FAIT UNE SEULE FAMILLE qui bientôt n'aura plus de limites » que celles nécessaires à l'administration. Des rapports » existeront, qui feront participer tous les peuples aux » créations de toutes les contrées, et l'association sera réa- » lisée dans le vœu de la nature. »

Après de telles déclarations, il était impossible que la Chambre accueillît avec bienveillance les démonstrations hostiles du général Richemont contre l'Angleterre. A part quelques considérations fort raisonnables sur l'impossibilité qu'il y aura pour la Belgique à exister comme état isolé, et à part des observations stratégiques d'un haut intérêt sur le sentiment hostile à la France qui a présidé à la démarcation de ses frontières lors des traités de Paris et de Vienne, le long discours du général, beaucoup trop long au gré de M. le ministre des affaires étrangères, qui s'en est expliqué avec une franchise peu diplomatique, a pour objet unique d'éloigner la France de toute alliance avec le cabinet anglais.

C'est là une question grave, et la Chambre, qui ne veut pas de guerre, a sagement fait en repoussant la solution présentée par l'honorable général. C'est ce que nous allons essayer de démontrer.

Les longues et sanglantes querelles du moyen âge, ces terribles débats dans lesquels les peuples de la Germanie, devenus les maîtres de l'Europe, très-incomplète-

ment policés dès l'abord par le christianisme, assouvissaient leur fureur belliqueuse, leur rage de conquête, peuvent se résumer depuis long-temps par la lutte acharnée de la France contre l'Angleterre. L'une et l'autre, entraînant les autres états dans leur orbite comme des satellites soumis, se sont ainsi choquées pendant huit cents ans, depuis la bataille d'Hastings jusqu'à celle de Waterloo, avec une haine insatiable, s'envahissant tour à tour, se ruant sans cesse l'une sur l'autre, et n'interrompant les hostilités que lorsque, accablées de lassitude, elles avaient besoin de respirer. Les papes seuls, et ceci est une des preuves les plus frappantes de l'influence pacifique exercée en Europe par le christianisme; les papes seuls eurent la puissance de mêler un instant les deux nations sous le même drapeau; à eux seuls il fut donné d'établir une alliance entre les deux peuples et de les envoyer combattre pêle-mêle, pour la gloire et la défense de la chrétienté, contre Saladin, le héros de l'islamisme.

La systématisation de la plupart des guerres, si complexes au premier coup d'œil, qui ont désolé l'Europe, mais qui ne l'ont pas désolée en pure perte, parce qu'à une époque où la science et l'industrie n'existaient qu'en rudiment informe, c'était le seul moyen de rapprochement qui existât entre les nations; la personnification de l'antagonisme général, qui a agité la chrétienté, par l'antipathie des deux peuples anglais et français, sont manifestes dès les temps les plus reculés : toutes les fois qu'il s'est livré une bataille, la France a eu ses soldats, ou au moins ses alliés, ses représentans d'un côté, et l'Angleterre les siens de l'autre; chacune a été l'ame, la vie d'une des deux parties belligérantes.

Ce fait est surtout bien net depuis l'époque où le déve-

loppement industriel, qui s'est manifesté en Angleterre à la suite de la réforme religieuse, lui donna moyen d'intervenir activement contre la France autrement que par ses soldats. Ainsi l'on voit sous Louis XIV la France en lutte continuelle avec une coalition formidable, formée successivement de diverses puissances, et finalement de l'Europe presqu'entière, que la reine Anne avait ameutée; ainsi, sous Louis XV, les guerres de sept ans et celle de la succession impériale furent des duels entre la Grande-Bretagne, agissant par ses propres troupes et par celles des princes allemands qu'elle stipendiait, et la France, entourée des puissances méridionales, dont les rois, membres de la famille bourbonienne, n'étaient, à vrai dire, que les mandataires du monarque de Versailles, du moins pour toutes les questions de politique générale.

A partir du règne de Louis XVI, les combattans se dessinent plus nettement encore; les guerres que le monde entier contemple en suspens sont des combats corps à corps entre la France et l'Angleterre. On se bat tout le long de l'immense littoral de l'Amérique septentrionale, des flottes se canonnent et s'abordent à l'île d'Ouessant, dans la baie de Chesapeack, en cinquante points des parages des Antilles, et toujours les soldats portent d'un côté les fleurs de lis (alors ce signe n'était pas souillé du sang de juillet), de l'autre, le léopard de la riche Albion. A l'époque de la république, l'Europe entière se lève contre la France, bientôt les rois épuisés veulent poser les armes; mais l'Angleterre est derrière eux qui les alimente de ses subsides; et qui d'un fleuve d'or remplit leurs coffres sans cesse vidés par les dépenses de cette guerre terrible. C'était elle, c'était Pitt que l'on battait à Fleurus, dans les mille combats de l'Italie et de l'Allemagne; c'était lui que frappait la garnison de

Mayence lorsqu'elle faisait une boucherie de l'armée vendéenne; c'était Pitt, toujours Pitt que l'on rencontrait à Aboukir, à Saint-Jean-d'Acre, à Héliopolis, à Zurich et à Marengo, dans la personne de la marine ou de l'infanterie, ou de l'artillerie anglaise, dans la personne des Turcs, dans celle des Autrichiens et des Russes, partout enfin où il y avait des ennemis du nom français. Et lorsque les princes épouvantés signent humblement des traités de paix à l'apparition du drapeau tricolore aux portes de leurs capitales, seule l'Angleterre reste debout, défiant la révolution et bravant les tempêtes qui éclatent en Irlande.

Enfin, après le traité éphémère qui porta le nom de paix d'Amiens, s'accomplit le dernier acte de ce drame affreux. D'un côté Napoléon, de l'autre Pitt, Castelreag et Wellington, s'assaillirent pendant quatorze ans avec une rage qui tenait du délire. Par le blocus continental, Napoléon ferma tous les ports de l'Europe à ses ennemis; il les poursuivit deux fois dans les murs de Vienne, les flagella sur les épaules de François, d'Alexandre et de Guillaume, les chassa de Lisbonne, mit la Péninsule en feu pour les en écarter, et alla faire sauter le Kremlin pour les exclure d'Odessa, de Cronstadt et d'Archangel.

Eux, non moins tenaces, vomirent des soldats dans la Hollande et dans la Péninsule, lui suscitèrent sans cesse des ennemis à un bout de l'Europe, lorsqu'il était occupé à une autre extrémité. Enfin, grâce aux rigueurs imprévues de l'hiver de 1812, le colosse, affaissé sous le poids des glaces du Nord, chancela, et ils l'écrasèrent sous le poids d'un million de Prussiens, d'Espagnols et de Cosaques.

Mais cette épouvantable querelle de Napoléon et du cabinet anglais n'était autre chose que l'effrayante agonie du

génie guerrier de l'Europe. Les sentimens de patriotisme étroit qui divisaient jadis les peuples sont tombés avec des monceaux de cadavres dans les fosses profondes de Leipsick, de Lutzen et de Waterloo; la sainte-alliance cherchait en vain à les exhumer, lorsqu'elle même s'écroula, frappée du même coup qui atteignit le ministre dirigeant, lord Castlereagh. De pareilles guerres d'horreur et d'extermination sont désormais impossibles; car la guerre ne vit que de haines, et les haines nationales sont éteintes à jamais.

Aujourd'hui l'Angleterre applaudit avec le monde entier à la révolution de juillet; non pas comme en 1789, car alors une partie seulement de la population anglaise, et c'était la plus éclairée, sympathisait avec les patriotes de Paris; actuellement la France compte en Angleterre autant d'admirateurs qu'il y a d'individus, à part un tout petit parti aristocratique sans racines dans la nation. Sur les théâtres, dans les tavernes, le nom français n'est prononcé qu'avec respect et avec éloges; et pendant que d'ignobles caricatures, où le ridicule et le sarcasme étaient prodigués à la Grande-Bretagne, disparaissaient peu à peu en France des murailles et des tréteaux, de l'autre côté du détroit le bon sens public faisait justice de toutes les vieilles turpitudes, de tous les lazzis ironiques qui, d'après un antique usage, étaient en possession de faire rire aux dépens des Français.

Un tel accord entre les peuples est évidemment le prélude d'une alliance politique intime. Tout porte à croire qu'en dépit des erremens d'une diplomatie aveugle qui se croit profonde, parce qu'elle opère ténébreusement et tortueusement sous terre, les chefs de l'Angleterre et de la France se jetteront dans les bras les uns des autres, car

les gouvernemens, pour être stables, ne doivent être que la personnification des nations.

Cette alliance aura lieu : et c'est la plus convenable pour la France, parce que, selon nous, les *alliés naturels* sont les peuples qui sont les plus avancés, les plus riches, les plus voisins l'un de l'autre, et non, comme le pense M. Richemont, ceux qui *sont séparés par de vastes contrées*, pas plus que ceux qui, comme la France et la Russie, sont placés, l'un au premier étage, l'autre au dernier sur l'échelle de la civilisation européenne.

C'est surtout la plus désirable pour les amis de l'humanité, pour ceux qui veulent qu'elle fasse de nouveaux progrès, aux yeux desquels la guerre est un *fléau*, un *legs de la barbarie*. Car lorsque la France et l'Angleterre se seront embrassés étroitement; lorsque les deux nations qui tiennent en leurs mains les richesses du monde et le flambeau de la science, celles qui sont les régulatrices des sentimens, des pensées et des actes de l'univers, se seront unies pour marcher ensemble vers un même but, entraînant avec elles les peuples accoutumés à suivre leurs traces; qui pourra barrer le chemin à ce majestueux cortége? qui osera le vouloir? quelle cervelle insensée pourrait concevoir le plan d'une pareille entreprise?

DIRECTION NOUVELLE

A DONNER

A LA POLITIQUE GÉNÉRALE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 3 JUIN 1831.)

Depuis dix mois il s'est fait beaucoup de diplomatie en Europe : le gouvernement français en a fait pour sa part plus que tous les autres ; mais il l'a enveloppée de tant de mystère, ou plutôt il l'a faite si indécise, qu'il est difficile de savoir positivement quelle est sa pensée directrice, ou même s'il en a une.

Toutefois il nous paraît à peu près certain qu'il a toujours agi sous la préoccupation de cette idée que la guerre serait mortelle au système récemment établi en France ; et que, dans cette opinion, il s'est prêté à ce qui lui paraissait efficace pour comprimer toute commotion partielle, pour maintenir le *statu quo* qu'il confond avec la paix, espérant

par là éviter la conflagration générale qu'il redoute plus que personne.

En cela il s'est trompé, comme ferait un médecin qui, ayant à guérir un malade atteint d'un mal profond, irait cautérisant un à un tous les indices extérieurs par lesquels le mal se manifesterait successivement, au lieu de lui administrer un traitement général. Vains efforts ! à peine une plaie serait fermée qu'une autre s'ouvrirait ailleurs, et le prétendu médecin se trouverait, après bien d'infructueuses opérations, n'avoir été que le bourreau de son malade.

Le gouvernement nouveau, en vivant de la sorte, d'expédiens au jour le jour, n'a évité véritablement aucune difficulté; il n'a fait que les ajourner en les aggravant. Ce que voyant, beaucoup de gens sont disposés à croire qu'il y a dans son fait lâcheté insigne, trahison, pacte infernal. Nous croyons, nous, qu'il y a seulement erreur; erreur cependant qui deviendrait éminemment funeste si l'on s'y entêtait.

Notre devoir n'est pas d'observer le pouvoir, de surveiller ses mouvemens pour le châtier aigrement et le menacer lorsqu'il s'est mis en défaut, mais bien de l'avertir et de lui montrer la bonne route. Au lieu donc de perdre notre temps en des récriminations irritantes, nous le préviendrons qu'il n'a pas compris la tâche que la France a accomplie depuis quarante ans, et celle qui lui convient aujourd'hui; et nous essaierons, ainsi que nous l'avons déjà tenté, de lui faire comprendre l'une et l'autre.

Depuis quarante ans la France est à la tête d'un immense travail qui s'opère dans toute l'Europe. Elle renverse le passé; elle prépare l'avenir.

Le passé, c'est le régime fondé sur la *légitimité* par droit

de NAISSANCE, régime où les peuples et les classes étaient divisés d'affections, de pensées et d'intérêts; régime d'hostilité où chacun s'efforçait de s'assurer sur ses voisins une suprématie violente.

L'avenir, c'est l'association universelle des peuples et des individus, unis entre eux pour leur développement pacifique, MORAL, *scientifique* et *industriel*.

Les guerres de la révolution, guerres d'enthousiasme, de fraternité et de propagande, eurent spécialement pour objet de détruire chez tous les peuples européens les habitudes féodales, les privilèges nobiliaires, les barrières élevées entre les nations et les classes.

Puis vint Napoléon, qui régularisa cette vaste démolition en France et à l'extérieur, qui laboura l'Europe en tout sens, véritable ange exterminateur de l'ancien régime, par sa rapidité et par la puissance de ses coups. Il traça ce code qui consacre le principe de l'égalité, qui l'applique très-largement, à beaucoup d'égards, aux rapports matériels des individus. Il le promulgua partout, l'implanta profondément dans son immense empire, le fit au moins partiellement adopter par les princes nombreux auxquels il avait imposé son patronage. Il modifia ou biffa les tarifs de douanes entre les nations du continent.

Pour inoculer à toute l'Europe les principes de la révolution française, il incorpora à la France l'Italie, la Hollande, les rives du Rhin, les villes anséatiques; il rejeta dans le moule la constitution helvétique, et noua fortement les cantons les uns aux autres, à l'aide d'un même lien qu'il garda dans sa main puissante. Il tenta, par la confédération du Rhin, un essai d'union germanique; épura l'Allemagne de quelques monstruosités féodales, la plaça sous son protectorat, c'est-à-dire sous sa direction. Il en-

vahit l'Espagne et le Portugal; il crut même un instant qu'il allait étendre sa loi sur l'héroïque Pologne. Par ses soldats, par ses ambassadeurs, par ses préfets, par ses commissaires, par ses décrets partout exécutoires, lui, que des observateurs superficiels haïssent comme le représentant du despotisme, il travailla sans relâche à la réforme politique de l'Europe; il propagea partout les sentimens d'égalité; il démantela partout le système féodal.

En 1814, Napoléon fut arrêté dans son œuvre; il fut vaincu par les deux plus grandes puissances rétrogades de l'Europe, autour desquelles se groupèrent, dès que le géant chancela, tous les féodaux qu'il avait foulés aux pieds; par l'aristocratie anglaise, qui, par Pitt et Castlereagh, dominait depuis vingt ans la Grande-Bretagne; et par la Russie, peuple de soldats qu'on mène à la baguette, et qui doit être ainsi mené, car le bras de fer de l'autocrate peut seul aujourd'hui pousser à la civilisation une population barbare; par l'Angleterre, personnification de l'élément industriel, qui en le terrassant, lui guerrier, constata la supériorité de la force créatrice sur la force qui détruit; et par la Russie, à laquelle il avait cherché vainement à opposer la double barrière de la Pologne et de la confédération du Rhin.

Et si terrible qu'ait été la catastrophe dans laquelle ce colosse fut englouti, on ne saurait faire un crime à ses vainqueurs de l'avoir abattu, car il était devenu la guerre incarnée; il avait détruit par la guerre les institutions guerrières : et si celles-ci avaient disparu, ce ne pouvait être pour faire place à d'autres institutions qui en fussent les fantômes.

A partir de 1814, la politique européenne, dirigée par l'aristocratie féodale, et principalement par Castlereagh et

Wellington, et par l'empereur Alexandre, fut toute réactionnaire contre la politique de la révolution française. La sainte-alliance se proposa exclusivement pour but d'arrêter le progrès des idées d'égalité et de liberté. Son règne fut serein et sans partage jusqu'au suicide de Castlereagh. Mais à ce moment l'aristocratie anglaise, réduite à se défendre contre les réformateurs, abandonna à leurs propres forces les rétrogrades du continent. Dès lors la sainte-alliance fut à peu près réduite à l'impuissance. A la mort d'Alexandre, la Russie, absorbée soit par des dissensions intestines, soit par ses projets de guerre contre la Turquie, n'en fit plus partie que nominalement; si bien que de fait elle se trouva dissoute, ou ne subsista plus que dans le cœur de M. de Metternich.

Le mouvement réactionnaire ayant cessé, le mouvement d'émancipation devait reprendre; c'était à la France de donner le signal. Le 25 juillet a donc eu lieu; et les insurrections de Belgique, de Pologne, de Brunswick, de Dresde, de Suisse et d'Italie, les troubles même survenus à Berlin, l'allure vive qu'a prise depuis lors la réforme en Angleterre, tous ces symptômes attestent que le signal a été aperçu de tous, que de toutes parts on est en mesure, qu'on marque le pas en attendant l'ordre de marcher.

Mais la reprise du mouvement progressif ne doit plus être comme la période qui a duré de 89 à 1814, exclusivement destructrice. Elle doit au contraire être particulièrement fondatrice, car les institutions du passé sont presque partout moralement ruinées, et presque partout leur existence ne tient plus qu'à un fil. Il s'agit bien moins aujourd'hui de broyer la féodalité que de poser les bases premières de l'*association* des peuples pour le développement MORAL, *scientifique* et *industriel*. Or nous pensons qu'il serait très-

possible de diriger cette œuvre créatrice de manière à éviter de recourir au grand levier de la destruction, c'est-à-dire à la guerre.

En ce moment l'Angleterre a secoué le joug de l'aristocratie; M. Brougham s'assied à la place si long-temps occupée par le vieux lord Elden. Elle va définitivement commencer sa transformation politique. De son côté, l'Allemagne, dont la Pologne peut être considérée comme un appendice, soupire elle-même après une régénération; elle aspire hautement à l'unité dont elle n'a jamais possédé que le simulacre. L'Angleterre et l'Allemagne, l'Autriche exceptée peut-être, ont bien autre chose à faire aujourd'hui que de guerroyer contre la France; elles sentent au contraire vivement le besoin des progrès que la France a déjà réalisés; et l'on ne provoque pas en duel les gens que l'on se propose pour modèles, auxquels on a témoigné la plus profonde admiration.

C'est l'alliance de la France qu'il faut à l'Angleterre et à l'Allemagne, alliance qui n'est pas moins dans les vœux et dans les besoins de la France.

Le peuple français est le plus SYMPATHIQUE, le plus LIANT, celui qui est doué au plus haut degré du sentiment d'association avec les autres peuples, celui qui possède les *idées* les plus larges, les plus générales, et la plus ardente *activité*. C'est de toutes les nations la plus complète par l'ensemble de ses facultés; il est prédestiné à être le LIEN de l'association universelle, puisqu'il peut le mieux sentir, comprendre et cultiver tous les autres peuples; il représente spécialement l'élément MORAL de l'humanité.

L'Angleterre est la terre de l'*industrie*, du perfectionnement *matériel*, de la *richesse*. L'Angleterre a porté à un haut degré de perfection toutes les branches de la fabrica-

tion. Par ses produits variés à l'infini elle a considérablement fait pour l'amélioration de la condition *matérielle* des hommes; par ses colonies, par son commerce et par son innombrable marine, elle a semé par tout l'univers les germes de l'ASSOCIATION UNIVERSELLE; c'est à elle qu'il est plus particulièrement réservé d'initier au bien-être et aux merveilles de l'*industrie* les populations *misérables* dont le globe est aujourd'hui couvert. Elle représente spécialement l'élément *industriel* de l'humanité....

L'Allemagne est le pays de la *science* : elle est la terre des poètes de l'*esprit*, des imaginations rêveuses, contemplatives, mystiques. C'est là que s'opèrent les plus importans travaux d'érudition, de métaphysique, de théories. C'est là que des savans infatigables se sont livrés, avec une constance sans égale, à des investigations extrêmement étendues, par lesquels ils ont singulièrement enrichi et éclairé l'histoire, la législation, les sciences minéralogique et zoologique. C'est l'Allemagne qui renferme les plus nombreuses ressources pour l'organisation du corps scientifique et dogmatique de l'avenir. Elle représente spécialement l'élément *rationnel*, *scientifique*, *spiritualiste* de l'humanité.

Par sa position géographique et par son génie particulier, la France doit être le LIEN de l'Allemagne et de l'Angleterre qu'elle résume en elle, et, par cette alliance, devenir la directrice de l'humanité.

La France, l'Allemagne confédérée et l'Angleterre ont toutes trois besoin les unes des autres pour se compléter. Par leur union elles formeraient une trinité puissante qui représenterait, de la manière la plus parfaite possible, toutes les faces du développement de l'humanité, MORALE, *science*, *industrie*. Toutes trois, associées pour leur propre amélioration et pour l'avancement général de la civilisation,

présenteraient une masse d'ENTHOUSIASME, de *lumières* et de *puissance matérielle*, que tous béniraient, contre laquelle nul ne pourrait avoir la pensée de se heurter; toutes trois produiraient inévitablement, soit sur elles-mêmes, soit sur le reste du globe, des prodiges de perfectionnement social.

C'est à opérer cette association que le gouvernement français doit s'appliquer aujourd'hui; *c'est là que gît sa politique nouvelle.*

Et d'abord l'association est facile entre la France et l'Angleterre : il n'y aura bientôt plus d'obstacle féodal qui empêche les deux nations de se joindre et de se donner la main. Il faut au plus vite cimenter entre ces deux peuples une étroite solidarité qui est dans les plus ardentes sympathies de l'un et de l'autre; tous deux auront ensuite à s'unir avec l'Allemagne, à l'aider à se reconstituer unitairement dans son intérêt et dans celui de tous.

Et la Providence leur a ménagé, dans ce but, un puissant auxiliaire au sein de l'Allemagne; c'est cette Prusse dont le développement à travers mille difficultés serait un prodige inexplicable, si elle n'avait dû ainsi grandir pour l'établissement de l'unité allemande; cette Prusse toujours s'alongeant depuis les Frédéric, et toujours tendant à *s'arrondir;* cette Prusse qui a des portes ouvertes sur tous les états de l'Allemagne, qui est comme une voie immense jetée entre tous ces états divers; cette Prusse dont la capitale est de fait aujourd'hui la capitale de l'Allemagne entière, le centre du mouvement *scientifique* et *spiritualiste* de la Germanie.

Voilà donc la donnée principale de la politique qui convient à la France de 1831 :

Alliance avec l'Angleterre ;

Alliance de l'Angleterre et de la France avec la Prusse pour recomposer l'empire germanique.

Par là plus de guerre possible; car qui oserait affronter cette *alliance* vraiment *sainte*, proclamant qu'elle ne prétend rien entreprendre que pour le bien des peuples, qui serait aussi le sien propre?

Par là toute l'Europe se pénétrerait pacifiquement des principes progressifs qui, sans cela, lui seraient tôt ou tard apportés les armes à la main.

Par là serait instituée une police européenne éminemment morale et civilisatrice. Plus de Ferdinand, de Miguel, ni de Grégoire XVI.

Par là M. de Metternich emploierait sa finesse et son activité au développement de la population qu'il gouverne, et Nicolas, au lieu de s'acharner à détruire la Pologne, irait continuer l'éducation de ses peuples commencée par Pierre-le-Grand, et poursuivie avec constance par tous les czars et les czarines qui lui ont succédé.

Et maintenant, descendons de ces hauteurs où il a fallu nous placer pour apprécier convenablement la piteuse allure des gouvernemens actuels, et demandons à M. Périer si les résultats qu'il obtient de sa diplomatie sont si brillans qu'il ne puisse consentir à les échanger contre ceux que nous venons de signaler.

LA RUSSIE ET LA POLOGNE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 4 JUIN 1831.)

L'acharnement de la Russie contre la Pologne est un fait douloureux, non-seulement parce qu'il est difficile de croire que le colosse du Nord ne finisse pas par écraser de son poids cette Pologne si indignement délaissée, mais parce qu'il révèle dans les conseils du czar une tendance politique qui serait funeste à la Russie et funeste à la cause de la civilisation; cause à laquelle la Russie, toute barbare qu'elle est, a rendu et peut rendre encore d'immenses services.

Les Russes sont un peuple de soldats tout prêts à marcher au premier coup de tambour. L'organisation de la Russie est purement militaire : tout y est enrégimenté et gradé; tout y obéit militairement à la première injonction du maître. Les fonctionnaires qui composent ce qu'ailleurs on appelle l'administration civile sont revêtus de grades

militaires et agissent en conséquence. Toutes les places de la cour et autres sont remplies par des personnages ayant titres de majors, de colonels, de généraux. Les dames d'honneur elles-mêmes sont gradées et hiérarchisées comme des officiers d'état-major. Il n'y a là d'autre loi que la volonté du czar, qui règne lui-même par sa propre grâce, c'est-à-dire par la grâce de son épée, de ses canons et des automates de sa garde impériale. La Russie, en un mot, offre l'image d'un vaste camp au centre duquel est la tente du chef, tente à laquelle tout aboutit, et qui est entourée de licteurs prêts à exécuter sur un clin d'œil les ordres de sa majesté impériale.

Le gouvernement russe est, en un mot, le type de ce qu'on appelle *despotisme*. Toutefois, en le désignant ainsi, nous ne prétendons pas le flétrir, le vouer à l'animadversion de tous les peuples. Cette immense autorité a sa justification dans l'état arriéré des populations soumises au sceptre du czar. Il est indispensable que toute cette puissance soit exclusivement confiée à l'empereur, qui la départit à son gré à quelques familiers, instrumens dociles qu'il plie ou brise dès qu'ils ne lui conviennent plus, parce qu'il n'est en Russie aucune classe assez éclairée, assez dominée par des sentimens civilisateurs, pour pouvoir porter une partie du fardeau de la direction de ces peuples. Il y a peu de lumières, encore moins de larges sympathies parmi les classes élevées, fort peu nombreuses il est vrai, qui résident dans quelques grandes villes; et cela est si vrai que la plupart des hauts fonctionnaires de l'empire sont étrangers, Français, Italiens et surtout Allemands.

Il y eut autrefois en Russie une aristocratie puissante, celle des boyards; mais Pierre-le-Grand la trouva ignorante et grossière, antipathique à toute innovation;

et, pour ne pas être arrêté dans ses desseins d'arracher les Moscovites à la barbarie, il fut contraint de l'anéantir.

Jusqu'à présent les czars ont fait de leur omnipotence un usage très-louable à l'intérieur, au moins en masse; car nous ne prétendons pas dire qu'ils n'y ait pas eu de détails odieux. C'est par eux seuls qu'il existe des écoles, des routes, des usines; ils se sont constamment appliqués à appeler des étrangers éclairés au sein de leur empire, afin d'y implanter la civilisation européenne; ils ont fait de constans efforts pour améliorer la condition de la classe la plus nombreuse, soit en lui fournissant des moyens de travail à l'aide de l'industrie qu'ils ont développée autant qu'il était en eux, soit en l'instruisant, soit en préparant ou consommant son émancipation légale. Beaucoup de serfs ont été affranchis, et le gouvernement russe prépare depuis fort long-temps l'affranchissement successif de tous les autres. Or, pour réaliser de semblables résultats sur des êtres bruteaux, dépourvus de toute spontanéité, tels que sont presque tous les Russes, sur des êtres chez lequels la foi religieuse est passée à l'état de lourde superstition, et par conséquent d'impuissance, il n'y avait qu'un moyen efficace : un régime de fer, une règle militaire.

Jusqu'à présent donc le rôle de la Russie vis-à-vis l'Europe a été un rôle d'absorption. Les czars ont jusqu'à ce jour tendu les bras à la civilisation européenne, l'attirant sans cesse à eux, et obligeant leurs sujets, par ordres et sous peine du knout et de la Sibérie, à lui faire bon accueil; consacrant leur puissance, leurs armées innombrables, à l'acclimater en leurs états.

Bien plus, la Russie a rempli, vis-à-vis l'Asie barbare, un rôle d'expansion, faisant refluer vers ces populations arriérées la lumière européenne, et à cette fin, l'envahissant

et se l'incorporant pièce par pièce; s'en rapprochant par la Crimée, puis prenant un jour la Géorgie et le Caucase; une autre fois empiétant sur la Perse et s'installant dans ses meilleures provinces, et dernièrement surtout s'avançant jusqu'à Andrinople, préludant ainsi à la satisfaction de son vœu le plus cher, la conquête de la ville de Constantin.

La politique des czars a donc été constamment, depuis Pierre Ier jusqu'à ce jour, de civiliser hardiment la Russie, et d'initier les nations asiatiques à la civilisation de l'Europe. C'est pourquoi, malgré ses formes violentes, le gouvernement russe, tel qu'il est, a plus d'avenir que presque tous les gouvernemens de l'Europe occidentale. Il est en effet progressif sur son terrain, tandis que les autres sont plus ou moins nettement rétrogrades.

Actuellement Nicolas semble avoir momentanément perdu de vue cette politique qui est dans son intérêt et dans celui du progrès. On dirait qu'il n'a plus les yeux fixés sur l'Orient, ni même sur le développement intérieur de son empire; c'est vers l'Occident qu'il est aujourd'hui disposé à porter la masse de ses forces.

Au congrès de Vienne, où ne présida aucune vue générale sur la division qui convenait à l'Europe, où l'on se décida d'après des vues étroites d'ambition personnelle, de vengeance contre les uns, de méfiance contre les autres, la Russie obtint, du prétendu consentement de tous, c'est-à-dire d'accord avec quatre ou cinq diplomates, l'adjonction d'un soi-disant royaume de Pologne, sorte de tête de pont fortifiée sur l'Europe occidenlale.

Comme la domination russe ne convient pas à la Pologne, qui est plus avancée que la Moscovie et la Sibérie; comme d'ailleurs l'écoulement naturel de la Russie est vers l'Orient

et non vers l'Occident, ce ne pouvait être là qu'une possession précaire ; et en effet est survenue la formidable insurrection du 30 novembre.

Voici que, par orgueil et par un sentiment exagéré de son importance, l'empereur veut à tout prix remettre la Pologne sous le joug; il veut plus, il prétend, comme disent quelques écervelés du Nord, *mettre à la raison les révolutionnaires* de tous les pays.

L'empereur Nicolas s'égare : la Pologne ne peut pas rester russe; il peut la conquérir aujourd'hui, demain elle lui échappera de nouveau. D'un autre côté l'Europe n'a rien à recevoir de lui; c'est lui qui doit recevoir d'elle. Ce n'est point à lui à la rappeler à l'ordre; c'est à elle à lui donner des leçons. Il faut qu'il comprenne encore une fois que la pente de la Russie est uniquement vers l'Orient.

Il faut aussi que les puissances parviennent à sentir cette tendance orientale du géant du Nord. Par là il leur est facile de sauver la Pologne. L'empereur, quoique absorbé momentanément par sa colère contre les Polonais et contre la France, ressent toujours secrètement un faible pour la Romélie, la Macédoine et Constantinople ; qu'on rachète la Pologne à ce prix. Dans l'intérêt de tous, mieux vaut cent fois l'aigle russe à Stamboul qu'à Varsovie : à Varsovie il est oppressif, il est rétrograde; aux Dardanelles, en place du croissant, il est civilisateur.

C'est là qu'est le salut de la Pologne; c'est là qu'est l'avantage de la Russie; c'est là qu'est le progrès de la civilisation. Faudra-t-il que des considérations d'un mesquin égoïsme, que de misérables rivalités nationales, empêchent la mise en pratique de cette féconde combinaison?

ALLIANCE DE LA RUSSIE AVEC LA PORTE.

ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

ROLE DE LA RUSSIE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 18 JUIN 1831.)

Il circule des bruits sinistres. On prétend que l'empereur Nicolas vient de faire alliance avec la sublime Porte, pour l'aider à reconquérir la Grèce et les îles; la Porte s'abstiendrait, en retour, de toute diversion en faveur de la Pologne; et en cas de guerre entre le czar et la France ou l'Angleterre, elle fermerait aux flottes de ces puissances le passage des Dardanelles.

Le *Courrier français*, qui insiste sur ces bruits, s'élève hautement contre cette alliance monstrueuse : « Voilà, s'é-
» crie-t-il, la Russie qui commence un pas rétrograde, qui
» retourne vers la barbarie, et qui justifie son origine orien-
» tale en se liguant avec les Turcs contre la civilisation eu-

» ropéenne. » Tout cela est plein de justesse; mais s'il en arrivait ainsi, si la Russie se prêtait à remettre les Helènes sous le joug d'un pacha, tout le tort serait-il de son côté? Serait-ce à Nicolas ou à la diplomatie qu'il faudrait imputer cet attentat odieux?

La Russie est disposée comme un vaste camp (voir page 29), comme jadis la république romaine; c'est un peuple-soldat auquel il faut un but d'activité, une expansion. Huit cent mille hommes enrégimentés et dressés ne peuvent demeurer indéfiniment immobiles au port d'armes; la diplomatie qui l'a rêvé et qui le rêve encore atteste par là son ineptie. Il faut que l'on conduise ces innombrables troupes moscovites quelque part où elles cessent d'être des mannequins en uniforme, impassiblement alignés. Or, de quel côté doit-on les diriger dans l'intérêt de la civilisation?

TENDANCE DE LA RUSSIE.

La tendance de la Russie est manifeste. Son histoire entière, depuis Pierre-le-Grand, la révèle aux yeux les moins clairvoyans : c'est un torrent dont l'écoulement est vers l'Asie. Depuis cent ans, le point de mire des czars est Constantinople; leur ambition d'étreindre ainsi le détroit des Dardanelles pour s'élancer de là sur l'Orient est légitime; elle doit être satisfaite, car la Russie est organisée pour la conquête; et c'est l'Orient qu'il faut lui donner à conquérir, puisque, par son origine semi-asiatique, par sa supériorité sur lui, par son administration vigoureuse et convenable à des populations arriérées, elle est dans les conditions les plus favorables pour le civiliser.

Toute grande puissance qui vient à surgir sur la terre y

arrive avec une haute mission : on ne saurait le nier sans nier aussi la Providence.

Rome eut pour mandat d'établir entre les peuples une première *communion*, violente il est vrai; de les dresser à l'*unité*, de leur enseigner un commun langage, de leur imposer de communes lois, et de les préparer ainsi à l'*unité* religieuse du catholicisme.

Les Césars eurent le mandat terrible d'abattre l'aristocratie patricienne, de la noyer dans la fange et dans le sang.

Avant eux, Alexandre avait eu mission de faire déborder la Grèce sur l'Asie, et d'initier celle-ci à la civilisation hellénique.

Le pouvoir immense des papes, qui s'appuyait sur la foi et non sur la force des armes, et qui est le plus gigantesque que la terre ait encore vu, fut confié aux successeurs de saint Pierre, afin qu'ils renversassent les obstacles qui s'opposaient à la propagation des sentimens de charité et de fraternité spirituelle, à l'émancipation des classes inférieures et des femmes.

Le colossal Napoléon parut pour labourer de longs sillons l'Europe entière, et pour semer partout sur ce sol fécond les principes de la révolution française.

La Russie a grandi entre les mains de Pierre-le-Grand et de ses successeurs, parce que c'est à elle de faire refluer vers l'Asie la civilisation qu'elle reçoit à flots de l'Europe occidentale.

La diplomatie, dans son entêtement aveugle, n'a jamais voulu comprendre que la Russie était destinée à cette haute fonction. Elle a élevé à grands frais, entre les czars et l'Orient, une digue épaisse. Les masses russes ébranlées sont venues se heurter contre cette digue, et du contre-

coup elles ont été refoulées sur l'Occident : de là ces menaces continuelles d'intervention de la Russie dans les affaires de l'Europe occidentale; de là cette guerre acharnée contre la Pologne; de là ces projets contre la Grèce et l'Archipel.

Sans doute Nicolas n'a rien à voir dans le réglement des affaires de l'Europe; sans doute son influence, qui serait civilisatrice à Andrinople, à Stamboul et à Erzeroum, est rétrograde à Varsovie, et serait monstrueuse, atroce à Paris, à Berlin ou à Londres. Mais son empire est organisé pour l'action, il faut qu'il agisse. Si on ne veut pas qu'il soit oppresseur sur la Vistule, sur le Rhin ou à Athènes, qu'on le *laisse passer*, qu'on lui ouvre le *chemin de Byzance*, et vous le verrez aussitôt, abandonnant tous ses funestes projets sur l'Occident, se retourner comme un lion dont la chaîne est rompue, franchir le Balkan une dernière fois, et en quelques mois faire retentir de son *Te Deum* grec le dôme de Sainte-Sophie. C'est là ce qu'il faut, à moins qu'il ne se trouve un Hercule qui se sente le courage d'aller affronter ce géant dans ses glaces, pour l'enlever de terre et l'étouffer dans ses bras, et qui veuille mettre ainsi un désert entre l'Asie et l'Europe.

ÉQUILIBRE EUROPÉEN.

La diplomatie est arriérée; elle vit encore sur un principe du passé que repoussent les hommes éclairés de tous les pays, et cela n'a rien qui doive surprendre : chez tous les peuples de l'Europe occidentale l'élément de progrès a cessé d'être dans le gouvernement. Suivant les diplomates, chaque peuple a des intérêts opposés à ceux des autres peuples; l'intérêt de l'Angleterre est contraire à celui de la

France; les intérêts de la France et de l'Angleterre sont les antipodes des intérêts de la Russie et de la Prusse. Telle est la haute conception qui domine le système de la diplomatie actuelle, qui passe pour axiome aussi bien au Foreign-Office à Londres qu'au boulevard des Capucines à Paris; dans le cabinet de M. Nesselrode tout comme dans celui de M. de Metternich.

Ce principe rétrograde a dû être en vigueur lorsque la vie extérieure des peuples ne se manifestait que par la guerre. Alors, aux yeux des rois, l'Europe était un champ de combat, où il n'y avait que des bataillons qu'ils tâchaient d'attirer dans leurs rangs, et des positions militaires qu'ils s'efforçaient d'occuper ou de rendre au moins inabordables à leurs antagonistes.

Alors il y avait des ennemis *naturels;* c'étaient les peuples qui cherchaient mutuellement à s'envahir, tels que la France et l'Angleterre. Alors, par exemple, la France, en guerre perpétuelle avec la maison d'Autriche, ainsi qu'il est arrivé depuis la réforme, posait son aile droite à Constantinople, et se servait de son allié *naturel*, le grand-seigneur, pour battre en brèche la puissance des Césars de Vienne, grands légataires et continuateurs de la féodalité.

Aujourd'hui les peuples sont casés. Nul ne songe à envahir son voisin pour lui découper son territoire et le convertir en fiefs. Le temps des *conquêtes* est passé; celui de l'*association* commence.

Sous l'influence de la politique de *rivalité* on avait formulé un prétendu *équilibre européen*, dans lequel les puissances diverses se contre-balançaient tant bien que mal les unes les autres, s'observant réciproquement et s'obligeant mutuellement à l'inaction. Dans un tel état de choses, tous les états s'opposaient à l'agrandissement de chacun d'eux,

car cet agrandissement aurait troublé la *balance;* ce qui n'a pas empêché le système de l'Europe d'être perpétuellement transformé.

L'*équilibre européen* a été, quant à l'organisation générale de l'Europe, ce qu'a été pour la France, par exemple, le système représentatif, une transaction entre les intérêts retrogrades et les intérêts de l'avenir; transaction toujours déclarée *perpétuelle* et toujours violée, puis récrite sur de nouveaux frais, tout comme les constitutions impérissables, dont dix ont péri en France depuis quarante ans.

En vertu de l'*équilibre européen*, la diplomatie, depuis cinquante ans, s'oppose à la tendance de la Russie vers l'Orient; elle veut faire mentir l'instinct qui révélait à Catherine que Cherson était le *chemin de Byzance*, et qui lui faisait donner à l'un de ses petits-fils le nom de Constantin.

Calcul insensé! La destination de la Russie est de s'étendre sur l'Orient. Constantinople deviendra le siége d'un nouvel empire; Saint-Pétersbourg subira peut-être le sort de Rome désertée par le premier Constantin, et la Russie perdra, en retour de la Macédoine, de la Romélie et des pachaliks d'Asie, quelques-unes de ses provinces occidentales, la Livonie, la Courlande, les pays russo-polonais, qui, par leur degré de civilisation, doivent rentrer dans le cercle de l'Allemagne. Il faut que la Russie s'épanche vers Constantinople, car il lui faut un cours, et si elle ne l'avait pas de ce côté, il faudrait qu'elle le trouvât vers l'Occident, qu'elle s'armât contre la civilisation, à laquelle son intérêt et celui de tous est cependant qu'elle tende les bras.

OBSTACLES A LA TENDANCE ORIENTALE DE LA RUSSIE.

Les puissances qui sont le plus fortement opposées à ce que la Russie envahisse l'Orient sont les deux plus féodales de l'Europe, l'aristocratie anglaise et le conseil aulique de Vienne. La France elle-même, trompée par ce vieil aphorisme de la diplomatie, que la Turquie est l'*alliée naturelle* de la France, et dominée par un faux point d'honneur qui l'empêchait d'abandonner le sultan, n'a pas été étrangère aux obstacles suscités aux empereurs de Russie. L'on a vu Napoléon lui-même, lui qui avait jadis rêvé pour lui-même un empire d'Orient, se faire un allié de l'infortuné Sélim III.

L'aristocratie anglaise s'était bercée de cette idée que l'empire des mers était sa propriété exclusive, que tous les ports importans devaient lui *appartenir*, être sa *chose*, ou au moins être conservés comme un dépôt aux mains de puissances subalternes. C'est dans cette pensée qu'elle s'était emparée de tout le littoral de l'Amérique du Nord, de Gibraltar, de Port-Mahon que le duc de Richelieu lui enleva; qu'elle a accaparé depuis Héligoland dans la mer du Nord, Malte dans la Méditerranée, Corfou dans l'Archipel grec, le cap de Bonne-Espérance et Sainte-Hélène, l'un et l'autre clefs de la navigation des Indes Orientales; c'est pourquoi encore elle n'a jamais consenti à ce que la France fût maîtresse d'Anvers et d'Alexandrie. C'est toujours par le même motif qu'elle s'est jusqu'ici opposée à ce que la Russie possédât les Dardanelles et la superbe rade de Constantinople.

Mais le rôle de cette aristocratie égoïste est joué; sa domination s'abîme; l'Angleterre émancipée va s'élever à une politique plus large.

Quant à l'Autriche, elle a mis des entraves au progrès de la Russie en Orient, parce qu'elle est la personnification des vieux intérêts, de la vieille politique, du retardement. Le conseil aulique est comme toutes les puissances qui vont finir; il a le pressentiment de sa chute : tout changement, tout mouvement lui fait peur; il se met en travers avec un acharnement hébété dès qu'il est bruit d'une modification au *statu quo* dont il s'est constitué le gardien.

Mais l'influence de l'Autriche sur les affaires de l'Europe est à son terme; elle ressemble à celle des Bourbons sur la France avant le 25 juillet. Aux yeux d'un observateur superficiel, elle peut paraître durable. En réalité elle porte sur des fondemens pourris. Quelque matin on se dira par le monde que l'empereur d'Autriche est descendu au rang des souverains du second ordre, qu'il est au niveau du roi de Naples, par exemple, s'il doit long-temps encore y avoir un roi de Naples. On apprendra que l'Allemagne possède enfin cette *unité* qu'elle ambitionne avec tant d'ardeur depuis les guerres napoléoniennes; que la Prusse, adjurant la funeste politique qu'elle a adoptée depuis 1815, a accompli un progrès nouveau et constitué cette *unité;* que l'Allemagne, confédérée autour de Berlin, traîne après elle à la remorque cette Autriche qui naguère l'avait muselée et attachée à son char.

Le temps est proche d'un grand mouvement européen : car les puissances occidentales commencent à être justement effrayées des conséquences de leur obstination à barrer à la Russie les voies de l'Orient. Elles la voient menaçant la Grèce, menaçant la Belgique, torturant la Pologne, lançant un défi à la France, et complotant avec la Turquie un débordement de l'Asie sur l'Europe, de la barbarie sur la terre des arts, des sciences et de l'industrie.

Cette alliance de la Porte et du czar n'aura pas lieu, ou du moins elle ne sera que très-éphémère. Ce serait comme l'alliance de la France avec l'Autriche, du progrès et de la rétrogadation; ce serait quelque chose de semblable à ce grossier amalgame du catholicisme et du libéralisme qu'ont rêvé quelques imaginations égarées.

CES OBSTACLES SERONT LEVÉS.

Une autre alliance se conclura et rendra impossible celle que le czar a projetée dans son désappointement : c'est celle des trois peuples les plus avancés, en qui sont personnifiés les trois aspects du progrès de l'espèce humaine, MORALE, *industrie*, *science*, de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne;

De la France, qui représente l'élément liant, généreux, aimant, MORAL, en un mot de l'humanité;

De l'Angleterre, représentation de l'élément créateur, *industriel;*

De l'Allemagne unie en une confédération dont Berlin serait le centre, et qui figure spécialement l'élément d'investigation, de méditation; l'élément *rationnel* ou *scientifique.*

Cette triple association présidera aux destinées de l'humanité; elle changera la face du monde.

Elle embrassera d'un coup d'œil le rôle de la Russie ; elle sauvera définitivement la Pologne et la Grèce; elle garantira l'Occident tout entier d'une lutte épouvantable, en donnant aux czars l'investiture de l'Asie, en leur confiant la mission de travailler du côté de la Turquie, de la Perse et de la Tartarie, à l'œuvre de civilisation que poursuit avec gloire l'Angleterre du côté de l'Asie méridionale. Alors

la Russie n'aura plus de relations avec l'Europe que pour en recevoir moralité, science, industrie, et elle grandira rapidement en élevant à elle les populations asiatiques dont l'éducation lui aura été confiée.

LA BELGIQUE ET LA POLOGNE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 14 JUIN 1831.)

Il est aujourd'hui deux peuples tous deux ayant devant eux un abîme de maux : ce sont les Polonais et les Belges.

Ces deux peuples avaient été l'un et l'autre accolés à une autre nation dont le gouvernement les exploitait; ils ont l'un et l'autre brisé, au moins momentanément, un joug qui leur pesait; ils ont l'un et l'autre acheté leur délivrance par des efforts inouïs; et l'un et l'autre se trouvent cependant n'avoir fait que soulever au-dessus de leur tête un rocher toujours prêt à les écraser. L'un et l'autre restent au milieu de l'Europe comme cause permanente d'une conflagration générale; l'un et l'autre trouvent des hommes qui, justement effrayés à l'idée d'un incendie européen, lequel embraserait tout l'espace de Lisbonne à Wilna, de Christinia à Tarente, et ne sachant comment le conjurer

s'il venait à éclater, les accusent des embarras que leur suscite leur propre impuissance, les insultent ouvertement ou les maudissent en secret; ou, les vouant à la mort, les traitent publiquement de *brouillons* ou de *malheureux destinés à périr.*

La conduite de ces deux peuples est digne d'admiration. L'un et l'autre ont déployé une constance héroïque; telle est leur foi dans la cause de l'émancipation, qu'environnés de périls, l'un délaissé de tous, assailli par le vainqueur des Balkans et par son armée innombrable, menacé de tout le courroux de Nicolas; l'autre, tiraillé, ballotté, joué par la diplomatie, foudroyé des anathèmes des grandes puissances, poursuivi par leurs houras; aucun d'eux n'a jamais douté de la bonté de sa cause, tous deux se sont montrés prêts à en être les martyrs.

LA POLOGNE.

La Pologne a surtout témoigné d'un sang froid prodigieux, d'une résolution touchante et magnanime. Les Polonais ont fait la guerre comme nul autre peuple ne l'avait faite encore. Ils se sont présentés sur le champ de bataille à demi armés; ils ont conquis leurs armes sur les Russes : ceux-ci, exaspérés par une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, animés par les oukases sanguinaires de Nicolas, se sont livrés à d'épouvantables excès; ils ont mis à feu et à sang les districts insurgés des provinces russo-polonaises; ils y ont ravagé, pillé, avec un vandalisme furieux; ils y ont égorgé des populations pacifiques. Et cependant les Polonais ne se sont pas désistés de leur générosité; malgré la détresse financière de la nation polonaise, les prisonniers russes sont traités avec la plus grande humanité : les offi-

ciers en particulier sont considérés plutôt comme des hôtes que comme des captifs. Aux proclamations passionnées de l'autocrate, aux articles furibonds insérés dans l'*Abeille du Nord* et dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* contre les *rebelles*, le gouvernement provisoire et le généralissime n'ont répondu que par des pièces exemptes de haine et de déclamations. Pendant que la chancellerie impériale les dénonçait à l'Europe comme une poignée d'artisans de désordre, eux, avec noblesse, avec sérénité, lui donnaient le plus irrécusable démenti par la modération de leur langage.

Pendant que les feuilles à la discrétion du cabinet russe racontent que la jeunesse de Saint-Pétersbourg a juré à genoux de *venger l'outrage fait à l'empereur*, pendant qu'à Rossiéna des horreurs étaient commises, que Sabanowski était pendu à Wilna, le généralissime disait dans ses proclamations : « Ce n'est pas contre la nation russe que nous » avons levé nos boucliers : ce peuple grand, généreux, est » d'une origine qui nous est commune; ses qualités et ses » forces dirigées par une fausse politique de nos ennemis » sont dignes d'un destin plus prospère.... Ce n'est pas avec » lui que nous sommes en guerre, mais bien avec cet esprit » de despotisme qui le domine comme il nous asservis- » sait ! »

Le calme des Polonais n'a pu être un instant troublé par l'apathique égoïsme des cabinets étrangers. Ils ne s'en sont plaints qu'en cherchant à les éclairer sur leurs propres intérêts par une discussion pleine de logique, qu'en protestant qu'ils étaient décidés à mourir pour la civilisation. » Les Polonais, ont-ils dit, sont habitués à s'immoler pour la France ; déjà pour elle 200 mille d'entre eux (on les a comptés) sont venus se faire tuer. Allez le demander plutôt

à l'Espagne, aux défilés de la Somo-Sierra, à toute l'Italie, qu'ils ont marquée point par point de leur sang et de leur gloire; aux flots de l'Elster, qui recueillirent Poniatowski. Ils donneront encore une fois leur vie pour l'Europe, pour écarter d'elle le choléra-morbus et les baïonnettes russes, pour sauver Nicolas lui-même de ses propres excès; car à force d'être arrêté sur la Vistule, il finira par se demander sans doute ce qu'il viendrait faire sur le Rhin, et s'il n'agirait pas plus sagement en se dirigeant par d'autres voies récemment frayées par ses troupes. »

On a vu des populations insurgées contre une autorité oppressive chercher à s'étourdir par des forfanteries, s'échauffer l'imagination par de vaines bravades. Tels n'ont pas été les Polonais : ils ne se sont jamais un seul instant fait illusion sur les chances funestes auxquelles ils sont exposés; mais ils ont contemplé sans sourciller le couteau prêt à tomber sur leur tête. Ils se sont regardés comme la garde avancée de l'Occident contre les pays arriérés de la civilisation européenne qui se sont momentanément mis à le menacer du haut des glaces du Nord, et ils sont restés fermes, bien déterminés à se faire mettre en pièces à leur poste périlleux, plutôt que de le céder au nombre. « La victoire ne sera pas facile », a dit le généralissime en appelant aux armes les peuples de la Podolie, de la Volhynie, de l'Ukraine et de la Lithuanie, « il nous faut de grands » efforts, des sacrifices personnels et de fortune; de fré- » quens revers peuvent nous attendre : en faisant une guerre » prolongée, l'exil et le martyre seront le partage de beau- » coup d'entre nous; tout cela ne changera pas notre ré- » solution. Nous avons placé notre confiance en Dieu; et en » combattant pour la religion et la liberté, nous espérons » mériter de voir un jour la victoire couronner notre union,

« notre courage et notre persévérance. » En vérité ces hommes sont dignes d'aimer, de connaître et de servir un autre Dieu que le dieu des chrétiens; car ils sont plus magnanimes que cette divinité implacable et vindicative.

Et à chaque nouveau coup qui leur est porté, chaque fois que leur sang ruisselle, ils se tournent vers l'Europe qui assiste à leur extermination comme à un spectacle où l'on trouve des émotions dramatiques de pitié et de terreur, et ils s'écrient comme les gladiateurs romains devant l'empereur : *Morituri te salutant* (ceux qui vont mourir te saluent); et la diplomatie qui préside à ces jeux atroces leur fait signe, comme jadis l'imbécille Claude, qu'il n'y a pas encore eu assez de sang versé, qu'ils aient à remporter une éclatante *victoire!* C'est à cette condition qu'on voudra bien s'occuper d'eux.

Voilà ce que sont les Polonais. Leur insurrection est véritablement fille de la révolution de juillet : elle est grande et pure comme elle; l'esprit et la force de l'héroïque population parisienne sont avec les hommes de la Vistule !

Pour les sauver cependant il serait un moyen infaillible que nous avons déjà indiqué. Le czar est dévoré de colère contre eux; il les hait pour leur résistance; il hait l'Europe occidentale qui les aime; il la menace de se ruer sur elle; il en est devenu comme insensé. Il prend son élan; il peut du premier bond entrer à Varsovie, et lancer ensuite pêle-mêle avec ses Cosaques la barbarie et la peste sur l'Occident. Pourquoi les puissances qui sont à la tête de la civilisation, la France, l'Angleterre et la Prusse, ne s'interposeraient-elles pas? pourquoi, abjurant toute ambition étroite, tout faux calcul d'un prétendu intérêt, ne l'avertiraient-elles pas hautement qu'il lui convient moins qu'à tout autre d'entrer en hostilité avec l'Europe, de qui il a tant à

recevoir de lumières, de force et d'ardeur progressive? pourquoi ne lui indiquent-elles pas que sa mission est d'un autre côté, vers l'Orient; que, dans l'intérêt de l'humanité, il doit réserver pour ces pays ses gardes impériales? pourquoi ne lui disent-elles pas que la Turquie lui est ouverte, qu'il retourne au Balkan, qu'il entre dans la Macédoine, dans la Romélie, et que Constantinople lui appartient? pourquoi ne l'envoient-elles pas initier aux progrès européens les pays assoupis sous le joug de l'islamisme?

Ne vaut-il pas mieux cent fois pour la civilisation en général, pour chaque puissance européenne en particulier, que la Russie s'épanche vers l'Asie que si cette Asie restait stérile, ignorante et brutale, aux mains des fils d'Othman, sous le sceptre des chahs de Perse et des khans de Tartarie? Qu'on parle dans ce sens au czar, et son funeste emportement se dissipera, et il reprendra du côté de l'Orient la mission civilisatrice commencée avec gloire par Pierre-le-Grand, poursuivie glorieusement aussi par Catherine, par Alexandre, par Nicolas lui-même.

Telle est la Pologne, tels sont ses mérites, tels sont les moyens de la sauver.

LA BELGIQUE.

Et la Belgique. Celle-ci est encore plus à plaindre peut-être. Elle aussi a eu ses trois jours; elle aussi a été courageuse, sage et forte, mais en vain : la diplomatie l'a prise entre ses griffes, l'a pelotée sans savoir qu'en faire; et elle, n'ayant pas de Diébitch à combattre, a reployé sur elle-même sa brûlante activité. Tandis qu'en Pologne les partis faisaient taire leurs dissentimens sous le feu de l'artillerie russe, elle se fractionnait en *orangistes*, en *patriotes*, en

réunionistes; une population mourant de faim et ne sachant que faire de ses bras nerveux s'agitait en frémissant. L'anarchie y a montré sa tête, moins terrible peut-être, mais plus hideuse que celle de la guerre. Aujourd'hui les Belges sont aussi incertains de leur avenir que les Polonais; et de plus ils sont abreuvés de ce dégoût qu'éprouve tout homme de cœur à être mêlé à de honteuses intrigues. Indignés contre les misérables imbroglios des diplomates, et cependant dominés par cette horreur de la guerre commune aujourd'hui à toutes les populations éclairées, un œil à la frontière, l'autre sur les masses que le désespoir peut à chaque instant soulever, d'une main ils griffonnent avec colère et mépris des notes diplomatiques, de l'autre ils fourbissent leurs baïonnettes, à tout événement.

Qu'en veut-on faire de cette Belgique? Est-ce sérieusement qu'on parle de la diviser, d'en faire une curée? Les Belges le croient; et en effet tel est l'aveuglement de la diplomatie, telle est son ignorance des besoins actuels des peuples, qu'il n'est pas de projet, si absurde, si inique soit-il, dont on ne puisse la croire capable. On leur parle de 150,000 hommes coalisés qui doivent les envahir, sans compter les 100,000 stipendiés qu'entretient à grands frais leur ex-roi Guillaume. Tour à tour on les irrite, on les menace, on les caresse; on les assourdit de vingt combinaisons opposées : c'est à en perdre la tête. Conçoit-on supplice pareil à celui d'une population de 4,000,000 d'habitans resserrés sur un étroit espace, cernés de toutes parts, dépouillés de tout commerce, de toute industrie, réduits à la derniere misère, qu'on menace de mettre au ban de l'Europe, qui est repoussée du sein de la France aux bras de laquelle elle voulait se jeter, qui est menacée, ô douleur! par des diplomates se disant représentans de

cette France qui est leur mère, qu'ils chérissent en cette qualité, d'être flagellés par elle?

Et qu'elle sera la fin de cette torture? Il n'en est qu'une possible. C'est la réunion à la France : hors de là il n'est que chimères. La Belgique et la France sont depuis longtemps destinées à être associées pour former une seule famille, et ce qui le prouve, c'est que hors de là on n'a pu imaginer aucune combinaison qui ne fût impraticable. C'est là qu'il faudra toujours en venir, après avoir épuisé tous les tours qui sont au fond de la gibecière diplomatique.

Nous avons dit souvent que les relations actuelles de peuple à peuple révélaient dans l'état de l'Europe un désordre profond; que la vieille politique et la diplomatie, telle qu'on l'a faite jusqu'ici, étaient barbares et immorales; qu'une politique neuve était indispensable. La situation de la France et de la Belgique ne justifie-t-elle pas pleinement notre assertion?

SITUATION DE L'AUTRICHE.

(EXTAIT DU GLOBE DU 8 JUIN 1831.)

L'Autriche joue en ce moment le rôle le plus odieux; elle est le mauvais génie de la sainte-alliance; elle lui sert d'exécutrice des hautes œuvres, et ce fait n'a rien qui doive surprendre. Entre les gouvernemens aujourd'hui influens, le gouvernement autrichien est le plus rétrograde; car le cabinet russe lui-même, dont l'intervention dans les affaires de l'Europe est justement repoussée comme un fléau, accomplit une œuvre de civilisation sur le peuple moscovite et sur l'Asie. L'Autriche représente en ce moment la féodalité; de tous les états, c'est celui où il reste le plus d'habitudes et de relations féodales, où les populations sont le plus enlacées dans les liens du moyen âge. C'est à tort qu'elle est comptée au nombre des cinq grandes puissances qui exercent sur l'Europe une haute suprématie, car il n'est aucun peuple qui ait plus besoin qu'elle d'être mora-

lisé, conduit et enseigné. Le temps est proche où elle sera repoussée de l'aréopage européen et placée sous la surveillance de la haute police des nations, police qui se proposera pour objet, non de dégrader les individus et les corps soumis à sa direction, mais de les élever en MORALE, en *science* et en *industrie*.

L'Autriche n'est pas une *grande puissance*; il n'y a de grandes puissances aujourd'hui que celles qui accomplissent un mandat de civilisation, qui poussent l'humanité dans la voie du progrès en préparant l'*association universelle*, en étendant le domaine de la MORALE, de l'*industrie* et de la *science*.

C'est pourquoi, quelles que puissent être les gaucheries commises par leurs gouvernemens, la France, l'Angleterre et la Prusse, représentant toute l'Allemagne, sont trois *grandes puissances* au-dessus de toutes les autres.

La France est une *grande puissance*, car c'est chez elle que l'on trouve le plus de sentimens généreux, le plus de dévouement aux intérêts généraux de l'humanité. C'est elle dont la politique a toujours été la plus désintéressée; c'est elle qui a sauvé la patrie des Washington et des Franklin, qui a arraché la Grèce aux hordes d'Ibrahim; c'est elle qui a entrepris les guerres de la révolution, au nom de la fraternité des peuples; c'est elle qui, par l'expédition d'Alger, est allée porter la civilisation sur une terre de brigandage, respectée jusqu'ici comme une pièce indispensable de l'équilibre européen; c'est elle dont la voix réveillera l'Europe qui s'endort pendant qu'on égorge la Pologne; c'est elle chez qui les sentimens d'*association* avec les autres peuples sont les plus développés : la France a particulièrement fait avancer la MORALE générale.

L'Angleterre est la terre de l'industrie, du développe

ment matériel de l'homme; sa vaste puissance industrielle se manifeste par la création d'immenses capitaux, par le prodigieux développement de ses établissemens manufacturiers, de sa marine, de ses colonies; l'Angleterre est une *grande puissance*, elle est à la tête du perfectionnement *industriel*.

L'Allemagne, considérée comme une confédération dont le centre serait la Prusse, et qui se composerait principalement de la Prusse, de la Saxe, de la Bavière, de la Hesse, de Bade et du Wurtemberg; de la Suède, du Danemarck et de la Pologne comme annexes, se livre avec une persévérance infatigable aux investigations scientifiques; elle a recueilli et mis dans un ordre provisoire une énorme quantité de matériaux pour l'avancement de l'histoire, de la législation, de la métaphysique et de l'histoire naturelle : l'Allemagne est une *grande puissance*, elle représente plus spécialement le développement de la civilisation sous le rapport *rationnel* ou *scientifique*.

Ce sont là trois grandes puissances qui, après s'être constituées toutes trois, doivent s'*associer* en une triple alliance où les trois aspects de la civilisation MORALE, *science*, *industrie*, seront représentés avec tout l'éclat aujourd'hui possible, et qui aura la haute administration des affaires de l'humanité.

La Russie, avec sa constitution actuelle, est encore une *grande puissance*, car l'empereur est dans ses états barbares la personnification du progrès. (*Voyez* page 29.) La Russie est civilisatrice dans ses relations avec les peuples voisins; non pas lorsqu'elle se rue sur l'Occident, alors elle est un fléau, mais lorsqu'elle s'élance vers l'Orient et qu'elle initie peu à peu, en l'envahissant, cette terre, premier berceau de la civilisation. Cette Russie, qui s'a-

charne à dévorer la Pologne, a d'un autre côté une si noble tâche à accomplir ! Elle est destinée à travailler à l'avancement des populations asiatiques et au sien propre, sous la direction de la coalition des trois grandes puissances occidentales, la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Qu'elle débouche en Asie par la Perse, par la Turquie, par la Tartarie ; qu'elle se développe elle-même par ses efforts pour élever à elle toutes ces nations arriérées; qu'elle pousse vers le Sud, et qu'elle aille rejoindre la civilisation européenne que les Anglais ont glorieusement établie dans l'Inde, et qu'ils font marcher à grands pas vers la Chine ; qu'elle aille hardiment dans cette direction, et elle verra les peuples européens, qui aujourd'hui la considèrent avec effroi, empressés à lui inoculer affectueusement le perfectionnement social, afin qu'elle le transmette à l'Orient.

Telles sont les quatre grandes puissances de l'Europe. Hors de là il n'est que des forces rétrogrades ou des états secondaires destinés à se grouper autour des trois centres : Paris, Londres, Berlin.

L'Autriche, avons-nous dit, malgré l'importance qu'on est généralement disposé à lui attribuer, ne peut plus être admise au nombre des grandes puissances : elle occupe nominalement un vaste territoire, mais ce sont des provinces conquises qu'elle retient par la violence : telle la Galicie, tel le royaume Lombardo-Vénitien.

L'Autriche est particulièrement la personnification du retardement. Le conseil aulique se considère comme l'ennemi naturel de toute innovation, de toute émancipation surtout; comme le protecteur du passé, des institutions brutales. L'Autriche a été sur le continent, non le plus redoutable, mais le plus entêté des antagonistes de la révolution française; elle a été l'alliée honteuse de Mahmoud,

contre les Grecs, et pendant que dans la baie de Navarin étaient réunies les escadres de toutes celles des quatre véritables grandes puissances qui ont une marine, c'est-à-dire de la France, de l'Angleterre et de la Russie, un amiral autrichien était au large, témoin désespéré de la ruine de la flotte turco-égyptienne. Actuellement elle tient sous son égide tous les tyranneaux qui désolent ou effrayent l'Europe, le Modénais, la duchesse de Parme, le pape Grégoire XVI et Miguel; Miguel dont M. de Metternich a voulu lui-même être le gouverneur.

Le premier acte des gouvernemens des trois grandes puissances de l'Europe occidentale, dès qu'ils renonceront à la politique du passé, politique étroite et jalouse que démentent les sympathies des peuples, et qu'ils se seront associés pour le perfectionnement de la société, devra être de signifier à l'Autriche qu'elle est incompétente à délibérer sur les affaires des autres peuples, et qu'il lui importe au contraire qu'on se mêle des siennes pour la soustraire peu à peu au joug féodal qu'elle porte encore.

Alors l'Autriche sera mise au rang des nations subalternes, dont les trois grandes puissances occidentales auront à soigner l'éducation MORALE, *scientifique* et *industrielle*.

Elle sera pour l'Allemagne confédérée autour de Berlin ce que sera pour la France la péninsule espagnole, ce qu'est pour l'Angleterre l'Irlande, ce que devraient être pour la haute Italie Naples et la Sicile, un peuple arriéré dont la confédération germanique aura à surveiller les mouvemens, à développer les facultés, et qui sera à ses côtés comme l'enfant près d'un instituteur bienfaisant, d'un père tendre.

Alors l'Italie cessera d'être sous la domination de sa majesté *apostolique*; elle sera près de la France, du peuple

qui, par ses sympathies pour tous, est le plus propre à *relier* tous les autres, à faire le centre de l'association universelle, ce qu'étaient à côté des prêtres, *liens* des peuples de l'antiquité, les musiciens, les poètes, tous les artistes échauffant les hommes de leurs inspirations ; ce qu'étaient près des pontifes chrétiens, *liens* de la société spirituelle du moyen âge, les prédicateurs destinés à répandre la parole de paix et de fraternité.

Alors la Gallicie cessera d'être occupée militairement par les troupes italiennes que le soupçonneux cabinet de Vienne exile loin des hommes qu'elles sentent et quelles comprennent : elle fera partie de la Pologne, qui sera libre alors, parce que le czar aura mieux aimé enfin être civilisateur sur le Bosphore que d'être exterminateur sur la Vistule, et la Pologne elle-même, se rattachant à Berlin, sera comme le dernier anneau de la chaîne électrique qui transmettra le progrès de la triple alliance occidentale à l'empire des czars.

Alors seulement l'Autriche sera classée *selon sa capacité*, tandis qu'aujourd'hui, placée momentanément au premier rang, pour ainsi dire, dans la politique des cabinets, elle est pour l'Europe ce que serait pour la France un ministère composé de MM. Polignac, Syrieys de Marinhac et autres, un prodige d'incapacité.

Et si nous nous exprimons ainsi, ce n'est point que nous nourrissions contre elle des sentimens de haine ou de vengeance; ce n'est point que nous nous complaisions dans l'idée de l'humilier. Loin de là, nous pensons qu'elle n'a qu'à gagner à être mise à la place que nous lui avons assignée; car elle sera alors dans les circonstances les plus favorables à son progrès. Au lieu de s'épuiser en stériles efforts pour tirer l'humanité en arrière, efforts qui ne lui

valent que l'exécration générale, elle pourra consacrer toute son activité, sous la direction bienveillante des trois grandes puissances, à se guérir elle-même de la lèpre féodale.

Telle est la destinée de l'Autriche. Elle doit déchoir, elle doit céder son rang, et la déchéance définitive que nous lui annonçons a été présagée par toutes les chutes successives qu'elle a éprouvées depuis Charles-Quint. Il semble même qu'il y ait chez tous les peuples un pressentiment vague de la prochaine décadence qui l'attend; car partout l'Autriche est un symbole populaire de simplicité grossière, d'infériorité passive; et partout elle est frappé de ridicule et de dédain.

L'Autriche, patrimoine des Césars, centre de la féodalité, a dû être abaissée quand est venue la décroissance des institutions féodales, et c'est ce qui a eu lieu; il est même remarquable que ce soit principalement la France qui l'ait fait reculer d'étage en étage.

Depuis l'avénement au trône de Henri IV, la politique du cabinet français a été constamment d'affaiblir la maison d'Autriche: c'est là l'histoire de la plupart des guerres soutenues par la France sous Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, et les guerres de la république et de l'empire ont en partie tendu au même but. S. M. *apostolique* a ainsi peu à peu perdu du terrain, et surtout on est parvenu par là à rendre indépendans d'elle les princes allemands jusqu'à ce qu'enfin Napoléon les ait formellement affranchis, qu'il ait enlevé à la maison d'Autriche jusqu'au titre d'empereur d'Allemagne.

Et pendant que l'Autriche descendait, une autre grande puissance a surgi, qui toujours a été en grandissant, même sous les coups de foudre dont ses ennemis croyaient l'avoir

écrasée. Cette puissance c'est la Prusse, composée d'une population éclairée, qui s'est placée à la tête du mouvement *scientifique* de l'Allemagne, et qui est destinée à reconstituer une unité germanique toute pacifique, toute civilisante, au lieu de l'unité féodale mal jointe et mal assise dont l'Autriche avait été le chef. La haute influence dont jouit aujourd'hui la Prusse annonce que son tour est définitivement venu, et que la prééminence de l'Autriche touche à son terme.

DU ROLE QUI CONVIENT A L'ALLEMAGNE

ET

A LA PRUSSE EN PARTICULIER.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 16 JUIN 1831.)

BASE NOUVELLE DE LA POLITIQUE GÉNÉRALE.

Nous avons déjà établi en plusieurs circonstances (*Voy.* pages 19, 29, 53) quelle devait être la politique nouvelle à substituer, entre les cabinets, à ces vieilles relations de haine, de jalousie et d'ambition étroites qui ont enfanté le système de l'*équilibre européen*. Nous avons dit que l'humanité tendait à l'*association universelle* où tous seront unis et classés pour le plus rapide développement de leurs facultés, et pour la plus complète satisfaction de leurs

besoins dans l'ordre MORAL, *intellectuel* et *physique*, par le progrès toujours croissant de la MORALE, de la *science* et de l'*industrie;* et nous avons déterminé quels devaient être les premiers élémens de cette *association universelle.*

Il est aujourd'hui trois peuples, avons-nous dit, représentant plus spécialement chacun l'une des faces du développement de l'humanité, *morale*, *industrie*, *science* : ce sont les Français, les Anglais, les Allemands.

La France représente plus particulièrement les *sentimens* généreux, les *sympathies* sociales; elle est pleine de dispositions bienveillantes pour tous, elle est destinée à former le *lien* de *l'association*, elle est la personnification de l'*amour* entre les peuples, de la *morale* générale.

La France, par son caractère *liant*, *sympathique*, et par ses travaux également poussés dans la direction de la *science* et de l'*industrie*, est éminemment propre à rallier à elle l'*Angleterre* comme représentant avec une haute supériorité l'élément *industriel*, et l'Allemagne comme représentant spécialement l'élément *rationnel* ou *scientifique.*

La *sainte*-alliance de ces trois nations exercerait sur toute la terre une prééminence incontestable; elle travaillerait efficacement à l'éducation de tous les peuples, sous le rapport MORAL, *scientifique* et *industriel;* elle régénérerait graduellement le monde. La Russie serait en ses mains comme un puissant levier à l'aide duquel serait transportée en Asie la civilisation européenne, ainsi que les czars l'ont déjà instinctivement entrepris. C'est vers cette alliance que doit tendre toute l'activité des hommes dévoués au progrès de l'espèce humaine.

Cette idée neuve, base d'une politique toute féconde, sera bientôt appréciée en France par tous les hommes sympathiques, à idées larges et généreuses. Le gouvernement

lui-même, chez lequel il y a, quoi qu'on en puisse dire, bien plutôt absence de lumières que mauvais vouloir, ne saurait tarder à l'adopter; car il doit être bien dégoûté des pitoyables expédiens auxquels chaque jour il se voit contraint de recourir, faute de savoir mieux faire.

La Grande-Bretagne, qui plus que toute autre nation a sympathisé avec la France de juillet, est en ce moment absorbée par les soins de sa réforme intérieure. L'aristocratie wigh, qui y domine aujourd'hui, ne paraît pas sentir encore tout ce qu'il y a de mesquin dans les rapports actuels des peuples, dans le système des rivalités nationales; tout ce qu'il y a de petit, de misérable dans le ténébreux régime de la diplomatie. Toutefois les Anglais sont un peuple éclairé; leur commerce immense a jeté un premier *lien* entre eux et les autres nations; et dès qu'ils se seront soustraits au joug de l'aristocratie féodale qui les exploite depuis si long-temps, il est impossible que la politique nouvelle, fondée sur la sympathie, et non plus sur la méfiance, sur l'avancement de tous, et non sur le bénéfice apparent de quelques-uns, ne soit point par eux embrassée avec transport.

SITUATION DE L'ALLEMAGNE. — UNITÉ GERMANIQUE.

Mais l'Allemagne, cette grande nation éminemment destinée à représenter l'élément *rationnel* ou *scientifique*, dont les égaremens mystiques et le philosophisme souvent vaporeux dénotent une haute aptitude *intellectuelle* à qui il ne manque qu'une direction; l'Allemagne est morcelée en 39 petites souverainetés; elle est dominée par l'influence funeste de la féodale Autriche et par les caprices de la

Russie, car celle-ci semble avoir oublié aujourd'hui les plans tracés par Pierre-le-Grand et Catherine.

Ces trente-neuf états ont actuellement une apparence de lien par la constitution de la confédération germanique; mais, à proprement parler, ce n'est qu'une convention militaire en cas d'agression d'une puissance extérieure et un réglement de police contre les idées anti-féodales. C'est un acte dont les principales dispositions consistent à régler le contingent en soldats que doit fournir chacun des confédérés, et à soumettre, en matière politique, tous les petits états à la surveillance inquisitoriale de l'Autriche. Du reste, malgré cette prétendue confédération, tous ces états sont en lutte continuelle en ce qui concerne leurs intérêts les plus précieux. La Bavière ferme ses portes aux produits industriels de Bade et du Wurtemberg ou leur refuse ses ressources agricoles en cas de disette. Le Hanovre repousse les produits des pays du Rhin, et la Prusse soutient en permanence une guerre industrielle contre la Saxe et la Bavière. Il n'y a pas de droit général de cité; on est Prussien, Saxon ou Bavarois, on n'est pas Allemand; pas d'unité de lois, pas de système commun de monnaies ou de mesures. Tout petit prince à ses douaniers, moins rigoureux toutefois, moins harpies, il faut le dire, que les douaniers de France et d'Angleterre. La navigation sur les grands fleuves qui traversent l'Allemagne est soumise à mille surveillances. L'unité allemande n'est qu'une fiction; elle ressemble à l'unité grecque avant Philippe et Alexandre. Actuellement l'unité est les vœux de tous les hommes éclairés, de tous les états de la confédération; jusqu'à ce qu'elle ait lieu, la puissance de l'Allemagne restera paralysée.

C'EST A LA PRUSSE A ÊTRE LE CENTRE DE L'UNITÉ GERMANIQUE.

Mais quel est le peuple à qui il sera donné d'opérer entre ces nombreuses nations cette fusion régénératrice? C'est un peuple éclairé contre lequel en France quelques esprits belliqueux nourrissent des préventions haineuses; un peuple avancé que depuis quelques années beaucoup d'Allemands justement irrités des tendances oppressives si imprudemment manifestées par son gouvernement, ont momentanément cessé d'apprécier à sa haute valeur : c'est la Prusse.

C'est elle qui depuis le grand Frédéric a si puissamment favorisé le développement de la civilisation, soit surtout par la protection qu'elle a accordée aux savans et aux philosophes, soit par le soin qu'elle a apporté au perfectionnement de l'industrie, soit par son opposition systématique à la politique autrichienne.

C'est elle dont la capitale, Berlin, est aujourd'hui le centre du mouvement *rationaliste, spiritualiste* de l'Allemagne.

RAPPORTS ANTÉRIEURS DE LA FRANCE ET DE LA PRUSSE.

L'importance de la Prusse est toute récente; elle n'a surgi qu'après la réforme, et depuis lors elle s'est rapidement agrandie. La plupart de ses acquisitions, elle les a dues à l'assistance de la France, qui travaillait sans relâche à affaiblir la maison d'Autriche, personnification de la féodalité et du retardement.

En 1648, lors du traité de Westphalie, conçu sous les auspices de la France, le margrave de Brandebourg, Frédéric Guillaume, fut affranchi de la suzeraineté de la Pologne, et obtint les évêches de Magdebourg, Halberstadt

et Minden. En 1701 son fils fut reconnu en qualité de *roi*.

Ce fut par son alliance avec la France contre la maison d'Autriche qu'elle obtint en 1692 Clèves, la Marche de Brandebourg, Ravensberg, une partie des états de l'électeur Palatin, Juliers et Berg; possessions garanties par la France lors des traités d'Aix-la-Chapelle, d'Utrecht et de Radstadt en 1699, 1713 et 1714.

Ce fut encore par suite de son alliance avec la France que Frédéric-le-Grand parvint à s'assurer la conquête de la Silésie.

Il est vrai que dans la guerre de sept ans on vit la France essayer, par un funeste accord avec l'Autriche, de déprimer la monarchie prussienne; mais l'inutilité des efforts de ces deux grandes puissances contre la Prusse, si faible encore, attesta qu'il n'était au pouvoir de personne de clore les destinées du nouveau royaume; et, par la paix de Paris en 1764, la France garantit à la Prusse toutes ses acquisitions.

Après la mort du grand Frédéric la Prusse continua son opposition contre l'Autriche. Avide de se donner de l'importance, elle se laissa aller à attaquer seule la France en 1792; mais, éclairée par la défaite de Brunswick à Valmy, elle se hâta de suspendre les hostilités, et elle fut une des premières puissances qui se retirèrent de la coalition antifrançaise.

En 1806, trompée par des intrigues diplomatiques, elle se hasarda de nouveau à déclarer la guerre à la France. Cette imprudence lui coûta cher. En une enjambée Napoléon fut à Iéna; l'armée prussienne fut détruite, et la Prusse réduite à l'état de pays conquis.

Enfin Napoléon ayant accompli sa mission de promener par toute l'Europe et d'implanter partout les principes de

la révolution française, régularisés par ses codes, se mit à peser d'un poids insupportable sur l'Europe entière. Il dut alors être renversé; et dans le grand drame où il succomba la Prusse a joué le rôle d'une puissance du premier ordre.

LA PRUSSE DEPUIS 1813.

Or que la Prusse voie comment elle s'y est prise pour gagner son siége dans le haut aréopage européen; comment elle est parvenue à grouper autour d'elle toute l'Allemagne, à exciter en sa faveur un enthousiasme qui depuis s'est bien refroidi; et que le passé lui serve d'enseignement pour l'avenir.

Elle n'appela pas l'Allemagne aux armes en se disant la subordonnée de l'Autriche et de la Russie; elle proclama *l'unité germanique*; elle fit retentir des paroles d'émancipation.

Elle organisa par toute l'Allemagne deux sociétés secrètes, le *Deutsche Bund* (association allemande) et le *Tugend-Bund* (association de la vertu), qui furent sous la direction de deux ministres prussiens, le baron de Stein et M. Hardenberg. Le but de ces sociétés était la délivrance de la Germanie et l'organisation de l'*unité allemande* sous l'influence de la Prusse.

Et d'abord ces deux sociétés se constituèrent militairement, en abolissant le privilége qui conférait à la noblesse tous les grades d'officiers; elles se mirent à répandre les lumières parmi les classes inférieures, et propagèrent avec ardeur l'idée de l'*unité allemande* par des écrits animés, tels que le *Discours de Ficht à la nation allemande* (1), *la*

(1) *Fichtes Reden an die Deusche nation.*

Nationalité allemande de Jahn (2), *la Cloche du temps de Ardnt* (3).

Enfin, le 18 janvier 1812, le général York, devant le masque, passa avec ses troupes du côté des Russes contre les Français; et le 3 février de la même année, le roi de Prusse, dans sa mémorable proclamation à ses milices, s'érigea formellement en champion de *l'unité allemande.*

Mais toutes ces promesses furent oubliées dès que Napoléon fut abattu. Les belles paroles adressées au *Tugend-Bund* et répandues par lui, les engagemens contractés par le baron de Stein, par les généraux prussiens et par le roi lui-même, furent méconnus; bientôt même le baron de Stein fut disgracié, Ardnt et Jahn éprouvèrent le même sort. Ce fut un crime que d'avoir été membre de la *Tugend-Bund;* la Prusse en un mot se traîna à la suite de la sainte-alliance, et le gouvernement prussien obéit fidèlement aux inspirations de Castlereagh, de Wellington et de Metternich. Le *Tugend-Bund* fut dissout, et il ne resta plus trace de l'*unité allemande* que dans l'association universitaire de la *Burschenschaft*, qui, bientôt disloquée elle-même, fit place, il y a sept ans, au *Jugend-Bund* (association de la jeunesse).

Avouons toutefois que nous avons peu de regrets que l'*unité allemande* n'ait pas été constituée en 1815, car alors elle n'aurait pu être établie qu'en haine de la France. Son organisation eût été profondément empreinte de ce sentiment d'hostilité; et, conçue dans cette vue éminemment rétrograde, elle eût porté en elle un germe de dissolution; elle eût inévitablement péri.

---

(1) *Jahns deutsches Volksthum.*

(2) *Ardnts Glocke der zeit.*

Mais aujourd'hui qu'est effacée l'antipathie contre la France, qui avait dû résulter de l'occupation napoléonienne, le temps est venu d'asseoir enfin cette *unité* glorieuse. Que la Prusse reprenne donc l'œuvre qu'elle a abandonnée depuis quinze ans.

DISPOSITIONS A L'ÉGARD DE LA PRUSSE. — POSITION DU CABINET PRUSSIEN.

Il faut le dire, il règne aujourd'hui en Allemagne de la méfiance contre la Prusse, et cette méfiance résulte de l'oblique conduite du gouvernement prussien, de son manque de foi en 1815. Les peuples du midi de l'Allemagne surtout, Bade, le Wurtemberg, la Bavière, et avec eux la Saxe, le Hanovre, regardent la Prusse du même œil que les Romains envisageaient la Grèce. Ils reconnaissent la supériorité intellectuelle, l'activité des Prussiens, mais ils sont peu disposés à se fier à eux, redoutant d'être encore une fois pris pour dupes.

Mais si la Prusse prononçait franchement le nom de l'*unité allemande*, si pour gage de sa sincérité le gouvernement prussien recherchait l'alliance des pays de liberté, de la France et de l'Angleterre, et qu'il accordât à ses peuples ces franchises constitutionnelles dont il est bon que l'Allemagne fasse transitoirement l'expérience; s'il se déclarait opposé aux priviléges féodaux, si lourds aux classes laborieuses dans toute la Germanie, et aux douanes vexatoires, il n'est pas douteux qu'il ne parvînt à détruire tous les soupçons conçus contre lui; et la Prusse verrait se grouper autour d'elle toute la population des états secondaires, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg, Bade, la Hesse et le Tyrol.

C'est précisément parce que nous voudrions que la Prusse comprît dans toute son étendue la haute mission qui lui est réservée à la tête de l'*unité germanique*, et dans la triple alliance aux soins de laquelle sera confiée l'éducation MORALE, *scientifique* et *industrielle* de l'humanité, que nous déplorons sincèrement la funeste direction qu'elle paraît donner à sa politique.

C'est l'alliance de la France qu'il lui faut : sans cette alliance et sans celle de l'Angleterre, avec qui la France lui servira de *lien*, elle descendrait infailliblement au rang de puissance subalterne : comment se peut-il donc qu'elle cherche à remuer les imaginations allemandes en les excitant à une croisade contre la France ?

Pendant que l'ambassadeur prussien proteste à Paris des sentimens pacifiques du cabinet de Berlin, pourquoi celui-ci lâche-t-il M. Ardnt, professeur à Bonn, l'un des chefs du *Tugend-Bund*, rentré en grâce depuis juillet? Pourquoi tenter de ressusciter ainsi une haine que quinze ans de paix avaient assoupie, que la révolution de juillet et les souvenirs de la gloire de Napoléon ont changée en admiration vive? Que signifient ces prétentions ridicules à retrancher de l'unité française l'Alsace, Lille et Metz? En persistant dans cette voie le gouvernement prussien se perdrait, et il compromettrait plus que sa propre existence; car tout retard apporté à la conclusion de la triple alliance entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne confédérée autour de Berlin, serait un malheur pour l'humanité tout entière.

Nous reviendrons prochainement sur la brochure de M. Ardnt.

ROLE DE LA PRUSSE.

DEUXIÈME ARTICLE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 26 JUIN 1831.)

EXAMEN DE LA BROCHURE DE M. ARDNT.

Die frage uber die Niederlande und die Rheinlande (Question des Pays-Bas et des provinces Rhénanes), avec cette épigraphe :

Lieber den wolf der reisst
Als den fuchs der gleisst.

(Mieux vaut le loup qui déchire que le renard qui dissimule.)

Dans notre premier article sur la Prusse, nous avons montré le beau rôle qui est réservé à cette puissance, rôle qu'aujourd'hui son gouvernement méconnaît aveuglément. Nous avons promis à nos lecteurs de les entretenir de la brochure commandée par le gouvernement prussien

au professeur Ardnt (de Bonn). Nous allons tenir notre promesse.

M. ARDNT.

M. Ardnt est très-connu en Allemagne par le rôle énergique qu'il remplit lors de l'organisation de l'association secrète du *Tugend-Bund*, qui contribua puissamment à délivrer l'Allemagne de la pesante domination napoléonienne : il fit preuve alors de dévouement et de courage. Ce fut lui qui écrivit la brochure pour laquelle l'imprimeur Palm fut fusillé. Il conçut alors contre les Français une haine violente que presque tous les Allemands partagèrent momentanément, et dont ils sont bien revenus aujourd'hui. Malheureusement M. Ardnt n'a point fait un pas depuis vingt ans. Il est toujours dominé par un sentiment de nationalité haineuse. La France, à ses yeux, c'est toujours l'armée victorieuse à Iéna, enlevant la colonne de Rosbach, dépouillant Postdam de l'épée du grand Frédéric, occupant militairement toutes les forteresses prussiennes, frappant des contributions sur Berlin et réduisant Guillaume à l'état de monarque honoraire. En 1831, après les événemens de juillet, M. Ardnt déteste cordialement la France, dont le nom est devenu cependant si populaire en Allemagne, et surtout dans les provinces Rhénanes, au centre desquelles il habite aujourd'hui.

Au reste si M. Ardnt est arriéré, s'il a la vue bornée, s'il ne comprend pas que la politique de *rivalité* a fini son temps, que la seule politique qui ait de l'avenir est celle qui tend à abaisser les barrières qui séparent les nations ; si le gouvernement prussien, qui le fait écrire, dénote par là son peu de lumières, il faut convenir que les autres gouver-

nemens de l'Europe ne sont pas beaucoup plus avancés. N'avons-nous pas vu, il y a quelques jours, le *Moniteur* (1) parler des peuples voisins tout comme l'on peut faire en Chine quand il s'agit des Tartares? Ne voit-on pas les diplomates, c'est-à-dire les fortes têtes des cabinets, pratiquer entre eux la ruse, le mensonge, la méfiance, la haine, avec une impudence de bon ton consacrée par l'usage dans le monde des cours? Les protestations d'amitié entre toutes les puissances sans exception ne sentent-elles pas la foi punique? Y eut-il jamais conférence d'ambassadeurs du Bas-Empire avec des envoyés bulgares, goths ou vandales, où il ait été ourdi plus d'intrigues que dans la conférence de Londres?

« Il y a seize ans, dit M. Ardnt, nous tenions le renard » dans le filet. Il y était enfermé de manière à ne pou- » voir s'échapper; mais il se montra si doux, si gracieux, » que nous lui donnâmes la liberté. Il est donc sorti sans » grand dommage à sa fourrure : à présent le voilà de nou- » veau en scène, mettant en œuvre toutes ses ruses pour » nous tromper encore une fois. C'est pour ce motif que » je crois nécessaire de montrer les dangers qui nous me- » nacent. Aujourd'hui je ne parlerai pas d'autre chose, car » tout ce qui est Allemand ne doit plus avoir d'autre » pensée que de se dérober aux artifices de ces étrangers » trompeurs. »

C'est ainsi que M. Ardnt prélude en signalant la France à la haine et à la vengeance de l'Allemagne, comme si la France pouvait songer à réduire l'Allemagne à l'état de pays conquis, comme si elle ne sentait pas qu'elle doit

(1) Voir *le Moniteur* du 22 juin.

établir sa prééminence sur les autres peuples, non en la leur imposant par la force, mais bien en la leur faisant aimer, en les dégageant des entraves féodales qui les gênent, en leur enseignant le progrès et en les aidant à l'accomplir.

Après ce début, M. Ardnt discute deux questions principales, celle des limites de la France et celle de la supériorité de la nation française, et il donne à chacune une solution que son antipathie contre la France rend facile à prévoir.

LIMITES DE LA FRANCE. — THÉORIES DE DÉLIMITATION.

Il ne pardonne pas au congrès de Vienne d'avoir rompu les liens qui, avant la révolution, unissaient la Belgique à l'Allemagne; il ne conçoit pas qu'on ait laissé à la France Metz, Lille et l'Alsace, l'Alsace surtout. C'est le développement d'une théorie assez ancienne, exposée derechef, il y a six mois environ, dans la *Gazette d'État de Prusse*, et d'après laquelle les fleuves ne sauraient être des limites naturelles, les chaînes de montagnes seules pouvant constituer des séparations réelles. La conclusion qu'en tirent les hommes d'état de Berlin, c'est que la France ne devrait s'étendre que jusqu'aux Vosges, dont elle occuperait seulement le versant occidental. Ces profonds politiques ont oublié que de l'autre côté du Rhin, sur la rive droite, il existe une chaîne de montagnes parallèles et semblable aux Vosges, la *Forêt-Noire*. Si bien que, leur théorie en main, le gouvernement français serait aussi bien fondé à réclamer la partie droite de la vallée du Rhin, Rastadt, Carlsruhe, Fribourg, les vallées de la Kingiz, de l'Eltz, de la Trei-

sam, et tout le versant occidental de la *Forêt-Noire*, que l'Allemagne pourrait l'être à revendiquer Strasbourg, Colmar, Mulhouse et le cours de l'Ill. D'un autre côté, nous ne savons pas comment, en vertu de cette théorie, on prétendrait séparer Metz et Lille de la France, ni quelle chaîne de montagnes si escarpées s'élève entre Condé et Mons, Lille et Tournay, la France et la Belgique, que l'on doive proclamer impossible l'association des deux peuples français et belge ?

M. Ardnt a amendé la théorie des diplomates prussiens sur la délimitation des États. Tous les pays où l'on parle la même langue devraient, suivant lui, être réunis sous une même loi. Il est certain, en effet, que l'identité de langue suppose une telle conformité de mœurs et d'habitudes, qu'elle pourrait très-bien servir de base à une circonscription des divers États de l'Europe de beaucoup supérieure à celle qui subsiste aujourd'hui. Mais nous ne pensons pas qu'à Lille et à Metz on parle allemand ; et du point de vue de M. Ardnt, la Belgique, qui parle français, serait française et non hollandaise ou prussienne. Bien plus, par tous pays, à Londres, à Pétersbourg, à Varsovie, à Berlin, la langue française est usitée, souvent même de préférence à toute autre, parmi les gens éclairés. M. Ardnt comprendra-t-il que la conséquence de sa théorie serait de reconnaître à la France une dictature non pas seulement européenne, mais universelle ; de faire de Munich, de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin des chefs-lieux de préfecture, et de mettre un sous-préfet à Postdam, un juge de paix à Tzarko-Zélo ?

Notre théorie, à nous, sur les frontières, c'est qu'elles doivent disparaître, c'est que les fortifications qui les hérissent seront bientôt démolies, c'est que les douanes, plus

difficiles à traverser au voyageur le plus pacifique que deux fleuves et deux chaînes de montagnes, sont proches d'être abolies, c'est qu'une grande *unité* européenne est proche de se constituer, qui fera l'éducation du reste du monde; et cette *unité*, nous l'avons souvent dit, elle s'opérera sous les auspices de trois grandes puissances, la France, l'Angleterre et la Prusse, considérée comme résumé de l'Allemagne, qui réprésentent chacune l'un des trois grands aspects de la civilisation, MORALE, *industrie, science.*

VÉRITABLES GRIEFS DE LA PRUSSE CONTRE LE CONGRÈS DE VIENNE.

Au reste, quoique nous trouvions véritablement absurde une combinaison qui tiendrait à séparer de la France Metz, Lille et l'Alsace, et à unir le Brabant à la Prusse, nous concevons que le gouvernement prussien, par l'organe de M. Ardnt, se plaigne du congrès de Vienne.

En Allemagne, la suprématie devrait appartenir à la Prusse. C'est elle qui y représente l'élément progressif; c'est elle qui, par son opposition constante contre la maison d'Autriche, s'était mise à la tête du mouvement antiféodal; car depuis trois cents ans surtout l'Autriche est en Europe le plus pur représentant de la féodalité; c'est la Prusse qui domine tout le mouvement scientifique de l'Allemagne; et cependant le congrès de Vienne a placé la confédération germanique sous l'autorité de la maison d'Autriche. Au lieu de constituer l'*unité allemande*, qui est dans les vœux les plus ardens des hommes éclairés, ou du moins de la préparer en groupant les petits états du nord autour de la Prusse, et ceux du sud autour de la Bavière, il a morcelé l'Al-

lemagne en trente-neuf souverainetés. Que le cabinet de Berlin qui avait rêvé cette *unité* et qui espérait en être le lien, ait de l'humeur contre les diplomates de Vienne, c'est fort légitime; mais ce qui ne l'est pas, c'est de vouloir se venger de Metternich et de Castlereagh sur l'Alsace, Metz, Lille et la Belgique, pays qui tiennent beaucoup à ne pas être soumis au régime militaire qui pèse aujourd'hui sur les états prussiens.

SUPÉRIORITÉ DE LA FRANCE.

Voici ensuite en quels termes le gouvernement prussien, par l'organe de M. Ardnt, s'exprime sur la supériorité de la France :

« Vous vous nommez, dit l'auteur, le premier peuple » du monde; vous prétendez que votre capitale est le cen- » tre de la civilisation, le flambeau de l'Europe; dans votre » vanité, vous chantez chaque matin, ainsi que votre coq, » que tout ce qu'il y a en Europe de lumières, de liberté, » de justice, est votre ouvrage; que depuis quatre siècles » vous êtes les bienfaiteurs de l'Europe; vous le dites, et dans » votre orgueil vous le croyez; l'ignorance le répète chez » les autres peuples; mais cela n'est pas vrai. »

M. Ardnt s'évertue ensuite à démontrer que tout ce qu'il y a de bon en France se compose de larcins faits à l'Angleterre, et que tout ce qui vient de la France n'est que du clinquant sans valeur. Cependant l'éclat de la révolution de juillet est si pur, les classes inférieures se montrèrent alors si magnanimes, que M. Ardnt ne peut s'empêcher de s'incliner au nom des trois jours. Mais c'est pour lui un accident, une anomalie dont il ne tient pas compte. Tout ce

qui s'est passé depuis juillet prouve, suivant lui, que la France est indigne de la liberté.

De telles accusations suffiraient et au-delà pour soulever d'indignation une ame libérale. Il est difficile en effet d'être plus injuste envers la France que ne l'est l'écrivain prussien. Pour nous, disciples de SAINT-SIMON, qui avons eu le bonheur d'être initiés à une doctrine supérieure du haut de laquelle nous dominons tous les systèmes qui divisent aujourd'hui la France et l'Europe, nous plaignons l'aveuglement de l'auteur, nous déplorons l'égarement du cabinet qui lui souffle ces discours irritans, et nous prouverons à la fois et la supériorité de la France que nous défendons ici, et la supériorité de nos doctrines, par le calme de notre réponse.

Nous avons reconnu dans plusieurs articles (1) la suprématie de l'Angleterre en fait d'*industrie*, celle de l'Allemagne en fait d'élaboration *scientifique*; mais nous avons montré aussi que c'était la France qui présidait au mouvement général de la civilisation. C'est en France que les sentimens larges et généreux sont le plus développés; c'est elle qui sera le lien de l'*association universelle* vers laquelle marchent tous les peuples, car le Français est le peuple *aimant* et *liant* par excellence. C'est elle qui éprouve l'affection la plus vive pour les autres nations, et qui sait au plus haut degré se concilier la leur. C'est à la France que sont dus les faits de la plus haute MORALITÉ.

C'est la France dont la politique extérieure a été la plus loyale, la plus magnanime, la plus sympathique.

C'est la France qui, par Charlemagne, constitua-

---

(1) Voyez pag. 19 et 53.

l'Europe, y établit une première organisation de l'enseignement, un premier réglement de l'activité matérielle.

C'est elle qui, par le même Charlemagne, affermit la papauté et dressa le trône du haut duquel les pontifes exercèrent sur les princes et seigneurs féodaux une active surveillance, et protégèrent contre leur barbarie les classes pauvres et les femmes; les femmes qui, sans l'intervention du saint-siége, eussent alors été répudiées, enlevées; prises et reprises comme un butin, et réduites à l'état de domesticité où elles sont encore en Orient.

C'est la France qui, par les conquérans normands, importa l'ordre dans cette Angleterre dont M. Ardnt est l'admirateur si exclusif; c'est elle qui lui donna de l'unité, qui en fit *un* peuple.

Dans ces croisades qui furent si favorables à la civilisation, en ce sens qu'elles préparèrent la déchéance de la féodalité, qu'elles refoulèrent l'islamisme qui menaçait d'engloutir l'Occident, c'est la France qui a joué le rôle le plus important, le plus actif.

Antérieurement c'était elle qui, par Charles Martel, avait arrêté les Sarrasins et sauvé une première fois les nations occidentales.

C'est la France qui, par la politique qu'elle a presque constamment suivie sous François Ier, sous Henri IV, Louis XIII, Louis XIV et Louis XV, a abaissé la maison d'Autriche, personnification du retardement, et a suscité les électeurs puissans d'Allemagne et la maison de Brandebourg en particulier.

C'est elle qui a émancipé les *États-Unis* d'Amérique.

C'est elle qui, par ses philosophes et ses soldats, par Voltaire et par Bonaparte, a propagé sur toute sur la face du

globe les principes de la révolution française, principes excellens pour la dissolution d'un ordre vieilli ; de là les vœux de liberté qui agitent l'Allemagne, qui, en éclatant, ont produit l'explosion par laquelle l'Amérique du Sud tout entière s'est soustraite à l'exploitation dont elle était l'objet de la part de l'Europe.

Et si l'Allemagne a été plusieurs fois depuis quarante ans rudement secouée par les armées françaises, si Napoléon l'a quelquefois frappée d'un sceptre de fer, c'est que depuis la guerre de sept ans elle était en léthargie, et que, pour la réveiller, il ne fallait rien moins que la vivacité française et le bras vigoureux de Napoléon.

C'est la France qui depuis juillet a ravivé partout les sentimens d'émancipation et a excité les hommes courageux qui de l'autre côté de la Manche travaillent à déraciner une féodalité puissante. C'est elle qui, surprenant l'Europe assoupie, l'a fait dresser en sursaut pour qu'elle se tînt prête à de grands événemens.

Telle est cette France qu'injurie le gouvernement prussien par la bouche de M. Ardnt ; et dans les événemens qui se préparent elle jouera le rôle le plus glorieux, quoique M. Ardnt la représente comme épuisée par la lutte des factions, quoique suivant lui ce soit une proie que vont mettre en lambeaux les républicains et les napoléonistes.

Car la France porte en son sein la doctrine nouvelle qui instituera entre les peuples de nouveaux rapports tout de bienveillance et d'association, en place des rapports de rivalité et de haine qui subsistent aujourd'hui entre les gouvernemens ; qui changera de même graduellement et pacifiquement au sein de chaque nation les rapports entre les classes et les individus, entre les supérieurs et les inférieurs, de manière à améliorer de plus en plus la condition

du plus grand nombre. C'est la France qui la première enseignera à tous l'ordre de l'avenir, d'après lequel la société ne sera plus qu'une association de travailleurs, tous répartis selon leur *capacité* dans les divers ordres de travaux, dont les efforts seront coordonnés et réglés pour l'amélioration la plus rapide de la classe la plus nombreuse, sous le triple rapport MORAL, *intellectuel* et *physique*, par le développe-de la MORALE, de la *science* et de l'*industrie*.

LA PRUSSE S'ÉGARE EN ATTAQUANT AINSI LA FRANCE.

Passe encore si c'était l'*Autriche*, l'Autriche revêche, la rétrograde Autriche qui s'attachât ainsi sur les pas de la France pour la harceler, la calomnier; mais c'est la Prusse, puissance éclairée, qui déserte ouvertement la cause de la civilisation pour devenir un instrument d'outrage entre les mains du conseil aulique; pour se faire le porte-voix du czar, qui, de désespoir de ne pouvoir suivre sa pente vers l'Orient, où il serait civilisateur, parce que l'égoïste diplomatie s'y oppose, s'est retourné avec fureur vers l'Occident, et menace le foyer d'où lui vient la lumière dont il a si grand besoin pour ses populations arriérées.

La Prusse est travaillée par le besoin de grandir, et elle s'imagine que son accroissement doit consister à joindre, par Aix-la-Chapelle, Liége, Bruxelles, Maëstrich, Charleroi, Mons et Lille, à ses provinces du Rhin; à s'avancer jusqu'à Metz par Sarrelouis, et à passer des Trois-Évêchés en Alsace : c'est une erreur grossière. La Prusse est assez allongée aujourd'hui, car elle traverse toute l'Allemagne; elle ne doit pas avoir la pensée de se charger, elle aussi, du fardeau d'un autre royaume lombardo-vénitien; son terrain est le sol germanique, c'est là qu'elle doit s'étendre dans l'intérêt de la civilisation.

C'est à la Prusse de constituer l'*unité germanique;* mais elle ne le pourra que lorsque, par une politique loyale toute d'émancipation et d'association, elle se sera fait absoudre de ses torts envers les autres peuples d'Allemagne; que lorsque tous les péchés qu'elle a commis depuis quinze ans seront effacés, et ils sont nombreux; car il y a péché de promesse d'institutions violée, péché de douanes établies, péché de persécution contre les opinions libérales, péché de complicité avec la commission inquisitoriale de Mayence. Elle ne le pourra qu'à la condition de trouver un allié puissant qui maîtrise l'Autriche, et qui, dans l'intérêt de la civilisation, fasse consentir celle-ci à descendre: or cet allié ce doit être la France; car, en décrétant la déchéance définitive de l'Autriche, la France ne fera que terminer l'œuvre qu'elle a commencée et poursuivie depuis trois cents ans par sa politique extérieure.

Et l'*Allemagne unitaire*, constituée autour de Berlin comme centre, n'aura une mission vraiment large que lorsqu'elle sera associée à la France et à l'Angleterre; car l'association de ces trois peuples peut seule offrir la réunion de toutes les ressources nécessaires au développement de toutes les facultés humaines, MORALES, *physiques* et *intellectuelles*, parce que ces trois peuples représentent spécialement, la France, la MORALE; l'Angleterre, l'*industrie;* l'Allemagne, la *science*.

Et cette triple association ne peut subsister que par la France, car c'est la France qui seule peut en être le *lien*, et par sa position géographique et par son génie particulier.

Le gouvernement prussien comprendra-t-il maintenant combien est peu honorable sa haine contre la France et ce qu'il a à gagner à exciter contre elle les populations germaniques ?

L'ANGLETERRE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 22 JUIN 1831.)

POSITION INSULAIRE.

Nous avons posé les bases d'un nouveau système de relations entre les peuples de l'Europe, destiné à préparer l'association universelle. Nous avons établi que le moment était venu de nouer une étroite alliance entre les peuples qui sont chacun le représentant d'un des trois aspects du développement de l'humanité, MORALE, *industrie*, *science*, à savoir, la FRANCE, l'*Angleterre* et l'*Allemagne*.

Déjà l'un de nos prédicateurs avait tracé le rôle civilisateur de la FRANCE, raconté son passé et célébré son avenir. Il y a peu de jours nous avons montré les des-

tinées de l'ALLEMAGNE, représentée par la Prusse, pays des *théories*, de l'*investigation scientifique*, du *spiritualisme* (1). Maintenant nous devons parler de l'ANGLETERRE, patrie de l'*industrie*, de la *richesse* et de la *pratique*, pivot du commerce du monde, à qui il sera particulièrement donné d'établir entre les peuples l'association industrielle, et de les initier aux jouissances de la MATIÈRE. Nous exposerons son état actuel, nous ferons voir et ses grandeurs et ses misères; nous dirons comment et pourquoi, entre les nations, elle a plus que toute autre besoin de la religion nouvelle, que par nous la France apporte au monde, et comment elle doit contribuer à l'établissement de cette religion.

Mais pour mieux faire comprendre l'état présent de l'Angleterre, nous nous occuperons d'abord de son passé; nous montrerons par quelles causes, pour accomplir sa mission, elle a pu mieux que tout autre peuple se soustraire à l'influence du *catholicisme*, qui flétrissait l'industrie comme une source de jouissances impures, et à l'influence de l'*aristocratie militaire*, qui dédaignait le travail pacifique comme le lot des castes inférieures, des vilains. Nous établirons comment sa position INSULAIRE, c'est-à-dire d'*isolement*, lui a facilité cette double émancipation.

LUTTE PRÉCOCE CONTRE LE CATHOLICISME.

Située au milieu des flots, à l'extrémité de l'Europe, séparée de Rome par tout un continent, ayant à peine gardé quelques traces de la civilisation latine, l'Angleterre

---

(1) Voyez p. 61.

manifesta de bonne heure son génie national en luttant contre l'autorité du chef spirituel, dont toute l'Europe s'empressait alors de reconnaître les lois. Ce fut pour triompher de sa résistance opiniâtre que les papes déchaînèrent successivement contre elle et les Danois qui leur payèrent l'offrande du denier de saint Pierre, et les aventuriers normands, qui leur promirent foi et hommage, et qui, à défaut de l'entier accomplissement de leur promesse, introduisirent du moins dans la terre conquise le droit et la juridiction ecclésiastiques, et enrichirent les prêtres italiens et français qui suivirent leurs pas, de la dépouille des vaincus.

« L'Angleterre, dit Hume, quoiqu'elle eût été convertie » autrefois par des missionnaires romains, et qu'elle eût » fait ensuite quelques actes de soumission envers la cour de » Rome, conservait toujours un haut degré d'indépendance » dans son administration ecclésiastique ; et, formant un » monde en elle-même, entièrement séparée du reste de » l'Europe, elle avait refusé tout accueil à ces prétentions » démesurées, qui servaient de fondement à la puissance » papale. Alexandre espéra donc que les barons normands, » s'ils réussissaient dans leur entreprise, pourraient in- » troduire en Angleterre des habitudes de condescendance » envers le saint-siége, et ramener les églises anglaises à un » état de conformité avec celles du continent. C'est pour- » quoi il se prononça immédiatement en faveur de Guillaume, » déclara Harold usurpateur et parjure, lança l'excommu- » nication contre lui et ses partisans, et pour encourager le » duc de Normandie dans son entreprise, lui envoya une » bannière consacrée, avec un anneau et un cheveu de » saint Pierre enchâssé dans une pierre précieuse. » La terreur inspirée par l'excommunication papale fut la cause de

la prodigieuse facilité avec laquelle Guillaume exécuta sa conquête; et le clergé étranger, auquel il abandonna une grande part des richesses du pays, devint pour lui-même et pour ses successeurs un fidèle auxiliaire contre les révoltes des barons normands et du peuple saxon, ligués pour se défendre contre la rigueur de l'autorité royale.

Installée, sous les auspices de la conquête, au milieu de populations qui l'avaient long-temps repoussée, jamais l'église romaine ne put asseoir solidement son pouvoir en Angleterre. Le clergé, comme ordre distinct, n'obtint jamais de place au parlement. Sans cesse on voit celui-ci s'opposer aux tentatives d'agrandissement de la puissance ecclésiastique et particulièrement de la puissance papale. On le voit tantôt supplier le monarque de s'emparer des richesses du clergé pour les faire servir aux besoins de l'état, tantôt défendre au confesseur du roi l'accès du trône, excepté en quelques occasions solennelles. Dès la fin du quatorzième siècle, Wicleff attaque ouvertement l'église romaine, et sa tentative, qui précède de presque cent cinquante ans celle de Luther, demeure impunie, tant il trouve d'appui dans la nation tout entière! Enfin Henri VIII rompt violemment un lien que la violence seule avait établi, se sépare de Rome et partage entre ses favoris les richesses qu'il ravit à l'église.

DÉCLIN RAPIDE DE LA FÉODALITÉ.

Il est certain que la position géographique de l'Angleterre devait y amener une décadence de l'aristocratie militaire plus prompte que partout ailleurs; car, à part la circonstance d'une croisade religieuse comme celle qui mit l'An-

gleterre entre les mains de Guillaume, et qui ne pouvait pas se renouveler, le pays était suffisamment protégé par la mer contre les invasions qui menaçaient sans cesse les autres monarchies de l'Europe; les féodaux n'ayant pas à combattre pour l'indépendance de la patrie, durent posséder par cela même moins de considération et de puissance.

Mais, ainsi que Delolme l'a remarqué le premier dans son célèbre ouvrage sur la constitution anglaise, l'événement de la *conquête* qui établit la féodalité en Angleterre, où elle n'existait pas encore, fut précisément ce qui contribua à en rendre le déclin plus rapide.

Les meilleurs documens historiques établissent en effet qu'à l'arrivée des Normands l'état social de la Grande-Bretagne était encore fort en arrière du régime féodal. On ne trouvait point entre les propriétaires du sol cette puissante hiérarchie qui dans les états féodaux faisait de tout un seul corps sous l'autorité du roi. Entre eux subsistait encore en grande partie l'indépendance de la barbarie primitive empreinte dans les lois nationales. Ce fut Guillaume lui-même qui, après avoir envahi l'Angleterre et exproprié violemment la masse des anciens possesseurs, rattacha à son trône par l'hommage féodal ses compagnons d'armes, entre lesquels il partagea le territoire. Le *Doom-Book*, inventaire minutieux des fiefs distribués par lui, reste comme un monument authentique de cette spoliation prodigieuse et du système qui fut alors constitué.

Mais la *conquête* donna à Guillaume ce que ne possédait aucun souverain féodal, une armée permanente et un domaine bien supérieur à celui d'aucun de ses grands vassaux. Héritiers de sa puissance, ses successeurs parvinrent bien plus tôt que dans les monarchies continentales à subjuguer la noblesse : témoin l'institution de la *chambre étoi-*

lée, de la *haute cour ecclésiastique*, du *conseil privé*, de la *loi martiale;* témoin Henri VIII et Élisabeth.

D'un autre côté, la noblesse, pour résister à la royauté, fut obligée de bonne heure de rechercher l'alliance de la bourgeoisie et même du peuple. L'institution du parlement, la réunion pour ainsi dire permanente des deux chambres depuis la fin du treizième siècle, furent le résultat de ce besoin commun d'union et de défense entre la noblesse et la bourgeoisie. Dès le commencement du même siècle la grande Charte, en même temps qu'elle garantit les priviléges des barons, sanctionna les libertés des bourgeois de Londres, et stipula (chose prodigieuse pour ce temps) que même un *vilain* ne pourrait être dépouillé, pour dettes, de ses instrumens d'agriculture. Toutes les concessions arrachées au souverain par les barons furent déclarées applicables aux simples vassaux à l'égard des barons eux-mêmes. Devenues chères à la nation vaincue, en haine de la loi de ses vainqueurs, les vieilles coutumes saxonnes, les lois de saint Édouard, servirent de ralliement à tous ceux que fatiguait le despotisme royal. On transforma leurs réglemens barbares en garanties de liberté, on en fit sortir le jugement par jury et le droit accordé aux *francs tenanciers* des comtés, d'envoyer des représentans au parlement; droit dont on ne retrouve l'équivalent dans aucune constitution féodale.

Ainsi se développèrent de bonne heure parmi le peuple des désirs d'affranchissement et d'indépendance. *Quand Adam bêchait, quand Ève filait, où donc était le gentilhomme?* Tel était le refrain que, dans leur marche sur Londres vers la fin du quatorzième siècle, répétaient les serfs révoltés conduits par John Bull et Watt Tyler; et l'aristocratie, menacée par eux, se crut un moment près de sa

ruine. A partir du règne d'Élisabeth l'abolition de la servitude fut complète en Angleterre, et à la même époque nous voyons apparaître cette loi dont on fit depuis un funeste usage, mais dont l'intention primitive annonce envers les classes inférieures des dispositions d'une bienveillance surprenante pour cette époque; nous voulons parler de la loi sur les pauvres, basée sur le principe que tout homme privé de moyens de subsistance doit recevoir sa subsistance de l'état.

DÉVELOPPEMENT DES INTÉRÊTS INDUSTRIELS.

Cette mer, chemin mouvant qui environnait l'Angleterre; qui unissait entre elles toutes les parties de ses longues côtes et la mettait en rapport avec les rivages florissans de la Flandre, de la Normandie et de la Guyenne, développa rapidement chez elle la navigation et le commerce. La *conquête* vint ajouter encore à ces avantages naturels en facilitant les communications intérieures ; car, soumettant tout le royaume à un régime, à une autorité uniforme, elle fit disparaître les anciennes séparations de provinces qui existaient autrefois en Angleterre aussi bien que dans toutes les monarchies européennes.

Ces causes réunies ne tardèrent pas à donner aux intérêts industriels une importance dont nous trouvons dans l'histoire les indices nombreux.

Ainsi nous voyons Londres, et ensuite les *cinq ports*, exercer de bonne heure une influence politique notable.

Ainsi à la fin du treizième siècle, sous Édouard Ier, les députés des *bourgs* sont régulièrement appelés, avec ceux de la noblesse, au vote des subsides et forment bientôt

avec les *chevaliers* représentant des comtés la deuxième chambre du parlement.

Sous le même Édouard, une innovation capitale a lieu dans le régime de la propriété; car, en opposition à tous les principes féodaux, le terre peut dès lors être affectée au paiement des dettes commerciales.

Bientôt la bourgeoisie, fière de sa richesse, s'arroge l'usage des titres féodaux, au grand scandale de la vieille noblesse, qui gémit de l'insolence de ces *fariniers* et de ces *savonniers*, comme les appelle Froissard.

Henri VII et Henri VIII, par leurs lois modificatrices des substitutions, favorisent les habitudes prodigues de la noblesse, afin d'accélérer sa ruine.

Mais voici que les progrès de l'industrie et de la richesse, au seizième siècle, hâtent bien plus directement encore la décadence des féodaux, car la noblesse achève d'épuiser le patrimoine de ses ancêtres pour égaler la magnificence de ces parvenus bourgeois qu'elle envie en les méprisant. « Les progrès du luxe, dit Hume dans ses remarques sur le » règne d'Élisabeth, détruisirent les immenses fortunes des » anciens barons, et tandis que les nouveaux genres de » dépenses furent favorables aux artisans et aux marchands, » qui vivaient d'une manière indépendante par les produits » de leur travail, les nobles, au lieu de cet ascendant illi- » mité qu'ils exerçaient sur tous ceux qui vivaient à leur » table ou subsistaient de leurs bienfaits, ne conservèrent » que cette influence médiocre que le chaland exerce sur » le commerçant. D'ailleurs les propriétaires terriens ayant » plus besoin d'argent que d'hommes, changèrent leur mode » de culture dans le but d'accroître leur profit net. Ils le » firent par la clôture des *communaux*, par la conversion » des petites fermes en grandes; ils renvoyèrent les bras

» devenus inutiles qui autrefois étaient toujours à leur dis-
» position pour combattre le souverain ou un voisin redou-
» table. Par ce moyen les cités s'accrurent, les classes
» moyennes devinrent riches et puissantes. »

Cette décadence de la noblesse plaça entre les mains d'Henri VIII et de sa fille le pouvoir le plus absolu. Mais à l'avénement des Stuarts un nouvel adversaire s'éleva contre la royauté et entraîna à sa suite la noblesse féodale, réduite désormais à un rôle subalterne : ce fut la bourgeoisie enrichie par l'énorme développement que l'industrie manufacturière et commerçante avait pris en Angleterre. Telle était la prépondérance acquise alors par cette classe, que, suivant la remarque d'un historien contemporain, dans les parlemens qui sous Jacques Ier et Charles Ier soutinrent contre la royauté une lutte si opiniâtre, la chambre des communes réunissait une masse de propriétés au moins triple de celle de la chambre des pairs. Ces superbes *commoners*, exécutant dès lors ce que leurs pareils du tiers-état de France renouvelèrent, en les dépassant, cent cinquante ans plus tard, appuyés sur la population de la capitale et des grandes villes commerçantes, anéantirent tout ce qui, dans l'état, pouvait faire obstacle à leur domination exclusive; ils abolirent église, noblesse, royauté, et mirent le sceptre aux mains de l'un d'entre eux; et puis, lorsqu'ils se virent eux-mêmes menacés par les masses populaires, par ces *niveleurs* qui tournaient contre eux les principes révolutionnaires, ils firent un pas rétrograde; ils se réconcilièrent avec l'église, la noblesse et la royauté, en réglant, comme les plus forts, les conditions du pacte; ils firent, en un mot, une RESTAURATION; régime transitoire, union bâtarde du vieux système de gouvernement avec l'élément industriel, qui s'est continué avec quelques légères

modifications, de 1660 jusqu'à nos jours; qui s'est depuis transplanté dans les divers états de l'Europe et de l'Amérique, et sous lequel l'Angleterre, acquérant un énorme développement manufacturier et commercial, a jeté partout les fondemens de l'association pacifique des travailleurs de tous les pays.

MISSION INDUSTRIELLE DE L'ANGLETERRE.

Une fois dégagée des liens les plus lourds du papisme et de la féodalité, l'Angleterre procéda avec une ardeur, une constance, une habileté admirables à la mission de perfectionnement industriel qui lui était dévolue. C'est d'abord à l'empire universel des mers qu'elle aspire : ce domaine conquis par la guerre doit devenir entre ses mains le théâtre d'une œuvre industrielle immense. Ainsi les conquêtes de Rome avaient été en Europe une préparation nécessaire à l'établissement de l'unité catholique; ainsi dans les temps modernes l'agrandissement militaire de la Prusse a préparé l'unité de l'Allemagne.

Dès le règne d'Élisabeth, la marine anglaise surgit redoutable, et c'est encore par ses victoires sur les plus ardens défenseurs du catholicisme, sur les Espagnols, qu'elle s'élève et s'illustre. Drake, faisant le tour entier du globe dans sa course de pirate, semble être l'éclaireur et l'avant-garde de ces flottes puissantes qui, dans le siècle suivant, doivent, sur mille points divers, à l'orient et à l'occident, d'un pôle à l'autre, installer la puissance anglaise.

Bientôt de nombreux essaims de sectaires aventuriers, fuyant la persécution, vont prendre possession de l'Amérique du Nord. Sous Cromwell, le fameux *Acte de navi-*

gation semble le manifeste qui annonce au monde les prétentions de l'Angleterre. L'Espagne, la Hollande, apprennent, par la perte de quelques-unes de leurs colonies, par la destruction de leurs flottes, que leur ancien ascendant maritime est passé en d'autres mains.

Mais, c'est au dix-huitième et au commencement du dix-neuvième siècle, c'est au génie des Guillaume, des Newcastle, des Chatam et des Pitt, qu'est réservé l'accomplissement des grandes destinées de l'Angleterre ; après cinq guerres qui occupent plus de la moitié de cent cinquante années, et dont le cercle embrasse toutes les régions du globe, la France, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, sont successivement dépouillés de la presque totalité de leurs possessions. A l'occident un empire anglais se constitue dans l'Amérique du Nord, et devient bientôt assez puissant pour repousser la tutelle oppressive de la vieille métropole, et ne conserver avec elle que des relations de travail. L'exemple de l'Amérique du Nord entraîne l'Amérique du Sud, et là encore un monde nouveau s'ouvre au commerce de l'Angleterre et de l'Europe. A l'orient, l'Inde tout entière devient anglaise, reçoit de ses vainqueurs la civilisation européenne, et la réfléchit jusque sur les friches immenses de la Polynésie, jusque sur les côtes de l'Australasie et de Van-Diémen, changées en cultures fécondes par les bras de ceux-là même que la métropole flétrit et rejette de son sein. L'Afrique même reçoit sur ses côtes les germes qui la doivent un jour pénétrer, transformer tout entière, et d'intrépides voyageurs, missionnaires de science et d'industrie, sillonnent en tous sens ses régions inconnues jusqu'alors.

Cependant, sur la surface des mers une multitude de forteresses et de comptoirs, Héligoland, Guernesey, Gi-

braltar, Malte, les îles Ioniennes, la Sierra-Leone, Fernando-Po, Sainte-Hélène, le cap de Bonne-Espérance, l'île Maurice, Ceylan, la Polynésie, la factorerie de Canton, les îles Sandwich, les stations de l'Amérique du Sud, les Antilles, le Canada, forment comme les nœuds d'un immense réseau jeté sur le globe tout entier, pour en rattacher tous les points à ce marché central dont Londres et Liverpool sont aujourd'hui les deux entrées. Ainsi, tandis que dans le siècle dernier la France, par les écrits de ses philosophes et de ses littérateurs, répandait dans toutes les classes et chez tous le peuples l'enthousiasme de la liberté, les généreuses sympathies qui devaient amener le renversement d'une religion et d'une politique désormais odieuses à l'humanité, l'Angleterre, de son côté, renversait, sur toute la surface du globe, les obstacles qui s'opposaient à l'établissement d'une association matérielle entre les peuples. Et voici qu'elle-même, lasse du rôle de violence qu'elle a dû remplir pour atteindre ce but glorieux, proclamant, par ses économistes et ses hommes d'état, le principe de la liberté du commerce, est prête à déposer les priviléges de la conquête, et convie tous les peuples à prendre une libre part à ce concours d'efforts dont, pour le bien de tous, elle est appelée à garder la suprême direction.

Un si prodigieux développement de relations commerciales devrait nécessairement produire un perfectionnement simultané des moyens de fabrication; mais assez d'écrivains ont pris soin de nous instruire des progrès opérés dans cette carrière depuis cent années par les Anglais; qu'il nous suffise de les rappeler ici en quelques mots. Les procédés mécaniques, qui centuplent les résultats du travail de l'homme; l'amélioration des procédés agricoles; le per-

fectionnement de toutes les races d'animaux, l'introduction pour l'homme d'un régime hygiénique qui fortifie et embellit le corps; des habitudes d'ordre, de propreté, d'aisance; la multiplication et l'accélération de tous les moyens de transport; l'établissement d'institutions de crédit public et privé supérieures à tout ce qui avait été tenté auparavant; l'introduction de ces perfectionnemens divers chez les autres nations; tels sont les bienfaits dont l'humanité est redevable à l'Angleterre.

SYSTÈME SOCIAL EN ANGLETERRE DEPUIS LA RESTAURATION.

Cependant, tandis que cette nation étonnait le monde par l'accroissement de sa puissance commerciale et de sa richesse matérielle, elle offrait, dans son existence morale et politique, le spectacle du plus déplorable désordre: et nous savons qu'il en devait être ainsi; car, livrée tout entière à une activité que nulle doctrine religieuse n'avait encore réglée et sanctifiée, il fallait bien qu'elle fût dominée par cet égoïsme, ces passions avides et souvent même farouches, conséquence inévitable des habitudes mercantiles qui jusqu'ici ont été le partage de l'industrie. On connaît généralement les résultats de ces dispositions immorales dans la politique extérieure de l'Angleterre; assez de voix se sont élevées pour lui reprocher son manque de foi, son absence de générosité, son insensibilité poussée quelquefois jusqu'à une véritable barbarie; mais ce que l'on connaît moins ce sont les rapports qui existent chez elle entre les différentes classes de la société, rapports qui se résolvent en une rude exploitation des classes inférieures par les classes supérieures.

Cette exploitation a été, comme l'esclavage dans l'antiquité, comme la guerre, comme toutes les institutions qui nous paraissent aujourd'hui les plus oppressives, un fait momentanément utile, indispensable au progrès social, et par cette raison volontairement accepté. Elle a été consacrée, régularisée dans le système social fondé définitivement en 1689; et ce système, pendant cent années environ, a mérité l'amour et la vénération des Anglais, enivrés de la gloire et de la grandeur que leur patrie acquérait sous son influence. Mais du moment que l'Angleterre a eu rempli la mission de conquête qui lui avait été dévolue, le culte de *sa glorieuse constitution* est tombé; la domination oppressive de son aristocratie et le régime social qui la sanctionnait n'ont plus trouvé de soutien dans les sympathies des masses. Loin de là, un mécontentement profond se manifeste de toutes parts, mille tentatives révolutionnaires éclatent chaque jour et menacent le système existant d'une catastrophe prochaine. Nous ferons connaître ces tentatives.

G. D'EICHTHAL.

LA PAIX ET LA GUERRE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 29 JUIN 1831.)

La question de la paix et de la guerre, toujours palpitante, car les dispositions insurrectionnelles des peuples multiplient les chances d'une conflagration générale, est celle dont les esprits sont le plus préoccupés. Et en effet il est certain que l'instabilité des rapports extérieurs de la France réagit intensément sur son état intérieur. C'est seulement lorsque l'Europe sera pacifiée que la paix du dedans sera certaine. On sent généralement que la guerre ne pourrait être soutenue qu'à l'aide d'une vive excitation des sentimens populaires, d'une exaltation révolutionnaire; excitation et exaltation dont s'accommodent fort peu tous les hommes pacifiques, et qui sont incompatibles avec la prospérité industrielle. C'est là une des causes de la suspension des transactions commerciales, et par conséquent une des causes des souffrances et de l'extrême irritabilité des classes ouvrières.

Toutefois jusqu'à ce jour un grand nombre d'hommes

éclairés ont pu être sans opinion faite sur cette question. Il était difficile de se prononcer entre les partisans de la paix et ceux de la guerre, parce qu'il était difficile à tout homme à la fois ami de la paix et jaloux de la dignité de la France, de sympathiser complétement avec les uns ou avec les autres. Les partisans de la paix étaient disposés à l'acheter par des bassesses : ils vidaient humblement d'un trait toutes les coupes d'humiliation que M. de Metternich et l'empereur Nicolas leur emplissaient les unes après les autres; on éprouvait surtout de la répugnance à se livrer à eux, parce qu'ils étaient sans sympathies pour le progrès des autres peuples. Les partisans de la guerre, hommes ardens, généreux au fond, se présentaient comme des hommes violens : ils rêvaient des conquêtes napoléoniennes; ils avaient trop l'air d'aimer la guerre de passion, de vouloir la faire pour la faire; ils méconnaissaient l'influence d'instabilité qu'elle devait exercer sur l'état intérieur de la France.

Pour nous, aujourd'hui nous le disons sans réserve, c'est la paix qu'il faut à l'Europe. Le devoir de tous les hommes avancés est de s'efforcer de la maintenir. L'Europe, en se livrant à la guerre, se condamnerait à de rudes commotions, à des désastres industriels, à un renouvellement des sentimens arriérés de haines nationales. Arrière donc la guerre! Mais il ne suffit pas de désirer la paix, il faut savoir comment l'obtenir.

Dans une série d'articles que nous continuerons (1), nous avons exposé que l'Europe renfermait aujourd'hui trois peuples très-avancés représentant chacun l'un des

(1) Voyez pages 19, 29, 35, 45, 55, 61, 71 et 85.

trois aspects de la civilisation, MORALE, *industrie*, *science*, correspondant aux trois facultés de l'homme, AMOUR, *force*, *intelligence*; ces trois peuples sont la France, l'Angleterre, et la Prusse considérée comme résumé de l'Allemagne.

L'Europe ne sera à un état normal que lorsque ces trois peuples se seront associés, et que leur triple alliance exercera sur le monde une pacifique prééminence. Sous leur patronage l'éducation MORALE, *industrielle* et *scientifique* des nations avancera d'ensemble avec rapidité. Alors la guerre sera définitivement abolie surtout en Europe, car il y aurait folie à vouloir lutter contre cette alliance, soit à cause de la supériorité de ses ressources, soit parce qu'elle exercera sur tous les peuples non une influence d'exploitation, mais une influence civilisatrice toute paternelle, pour leur propre perfectionnement.

Nous appelons de tous nos vœux cette alliance pacificatrice, qui est dans l'intérêt des parties contractantes et de l'humanité tout entière; et nous consacrons tous nos efforts à la réaliser. Si la Prusse n'est pas prête encore à comprendre le rôle brillant qu'elle doit y jouer, la paix peut être garantie par une alliance formée sans son concours, et qui ne peut manquer de le déterminer.

Parmi ces trois nations, qui par leur degré de civilisation méritent particulièrement le titre de *grandes puissances*, il en est deux, la France et l'Angleterre, qui l'emportent de beaucoup sur la troisième en influence politique. Cela tient en partie à ce que la Prusse n'a pas fini sa croissance; car elle ne la terminera que par l'excitation et la force que lui donneront les deux premières. C'est toujours l'une ou l'autre qu'on est habitué à voir primer en Europe. A elles deux elles possèdent un ascendant moral, une masse de res-

sources incomparablement au-dessus de tout ce qui existe partout ailleurs. Leur rivalité, qui a duré depuis la bataille d'Hastings jusqu'à celle de Waterloo, est à son terme; ce sont elles qui sentent le plus vivement le besoin de la paix; elles n'ont qu'à s'associer pour la maintenir.

Et elles réussiront dans leur dessein, si, secouant les formes timides et frauduleuses de la diplomatie, elles proclament hautement que tel est leur désir, leur volonté; si, prenant à la face du soleil une attitude calme et imposante, elles font savoir à tous que c'est assez de supplices et de désordres, de plaintes et de colère; qu'elles s'interposent entre les peuples, toujours prêts à se soulever, et les souverains, qui les obligent violemment à courber la tête; qu'elles s'instituent médiatrices; qu'elles veuillent couper court aux débats entre les intérêts du passé, représentés par les souverains, et ceux de l'avenir, personnifiés dans les peuples, en faisant consentir les premiers à une transaction provisoire figurée par des constitutions en harmonie avec les leurs propres, et en déterminant les seconds à s'y reposer un moment, si imparfaites qu'elles doivent être; de sorte qu'à la faveur de ce repos on puisse chercher et préparer en paix l'organisation définitive de l'Europe.

Et les rois consentiraient, et les peuples se calmeraient; et la sécurité serait rétablie.

C'est à la France, qui par sa dernière révolution a ébranlé toute l'Europe et a remis en évidence toute l'incertitude de la situation générale, c'est à elle de prendre l'initiative. En conséquence, voici, selon nous, la seule mesure qui serait efficace pour le maintien de la paix.

Le roi des Français ferait une démarche authentique près du roi d'Angleterre; il lui donnerait connaissance de la conviction où il est qu'il importe au repos du monde

d'unir étroitement les deux peuples pour qu'ils interposent partout leur médiation; il s'adresserait à lui, non par des protocoles glissés dans l'ombre, mais par une lettre envoyée avec la publicité la plus éclatante.

Cette lettre serait ainsi conçue :

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS,

A GUILLAUME, ROI D'ANGLETERRE.

« Mon frère,

» Le nom que je vous donne ici, et que nous donnons » l'un et l'autre à toutes les têtes couronnées de l'Europe, » est à lui seul une preuve des liens de parenté qui existent » entre tous les peuples, dont chacun des rois est la person- » nification. Il nous révèle tout ce qu'aurait d'odieux une » guerre européenne.

» L'Europe est travaillée d'un mal profond; les peuples » sont insurgés contre les souverains ou n'attendent que » l'occasion pour se soulever. L'esprit de mécontentement » a tout envahi. C'est un symptôme que de nouvelles rela- » tions doivent être établies entre les princes et les peuples, » car celles que l'on s'efforce de défendre, les peuples ne » les supportent plus.

» Toutefois si les anciennes relations ont dans les peuples » d'irréconciliables ennemis, elles ont parmi les cabinets » et les débris puissans encore de l'aristocratie des siècles » passés des soutiens ardens. L'Europe semble sur le point » de se partager en deux camps qui seraient occupés, l'un » par les défenseurs, l'autre par les antagonistes du vieil » ordre de choses.

» Une guerre européenne serait un affreux désastre, un

» fait immoral. Il y a partout en Europe une telle simili-
» tude de sentimens et de mœurs, de pensées et d'études,
» d'habitudes et de travaux; une telle solidarité de lumières
» et de richesses, qu'aux yeux de tout homme éclairé ce
» ne sont point des nations juxtaposées, isolées les unes des
» autres; c'est véritablement une seule nation, ayant sous
» le nom d'états des provinces nombreuses et diverses.
» Toute guerre européenne serait donc une guerre civile.

» Mon frère, il nous est facile d'écarter ce fléau. Vous et
» moi nous avons été commis par la Providence au soin de
» présider aux destinées des deux premiers peuples de la
» terre; par notre double médiation nous pouvons, nous
» devons épargner au monde les perturbations d'un vio-
» lent orage.

» Jusqu'à ce jour, dans toutes les guerres, l'Angleterre
» et la France ont figuré l'une en face de l'autre comme
» principales parties belligérantes; entre ces deux puis-
» sances si long-temps rivales, une alliance solennellement
» jurée sera le symbole de la réconciliation, de la paix
» universelle. Et déjà les haines nationales qui les divisaient
» ont cessé : ce fut vous qui le premier rendîtes hommage
» à la glorieuse révolution de juillet; ce fut vous qui le
» premier tendîtes la main au roi que s'était alors donné la
» France.

» Mon frère, mettons fin à la crise européenne, faisons
» savoir à tous les rois de l'Europe que nous les convions
» à la formation d'un congrès général où seront débattus
» les griefs de leurs nations et les leurs propres, et qui ré-
» glera, sous la direction de l'Angleterre et de la France, le
» degré d'émancipation que réclame l'état de chaque peuple.

» Par là les populations, dégagées des plus lourds des
» priviléges qui pèsent sur elles, dotées d'institutions dont

» l'observation loyale sera garantie par nous, respirant » plus à l'aise, prendront patience; la fermentation insurrec- » tionnelle s'apaisera; et, de concert avec les hommes éclairés » de tous les pays, nous pourrons procéder à loisir à l'exa- » men de cette grande question : *Quelle est l'organisation » dans laquelle il convient d'embrasser l'ensemble des popu- » lations européennes?*

» En appelant ainsi tous les rois à un congrès, j'éprouve » une vive répugnance à cause des réunions diplomatiques » auxquelles ce nom a été appliqué. L'assemblée qui s'ou- » vrirait sous nos auspices n'aurait rien de commun avec » ces conciliabules. L'allure cauteleuse de la diplomatie l'a » rendue odieuse à tous les peuples : ils pensent avec rai- » son que si elle est si soigneuse d'opérer sous terre, c'est » qu'elle ne saurait s'avouer au grand jour; et les congrès » multipliés qui ont eu lieu depuis quinze ans ne justifient » que trop cette opinion populaire, que *tout congrès est un » complot contre la liberté et les sympathies des nations.*

» La plus grande publicité devrait présider aux actes de » l'assemblée, qui se réunirait sous notre direction; par là » cette assemblée, repoussant toute parenté avec les con » grès précédens, se concilierait la confiance des peuples » et les disposerait à reconnaître ses actes.

» Et c'est pour faire pressentir ce caractère nouveau des » relations diplomatiques dans la circonstance actuelle, » qu'au lieu d'employer la voie ténébreuse des corres- » pondances de chancelleries, je m'adresse solennellement » à vous.

» Mon frère, je sais tout le prix que vous attachez à la » paix, et moi-même j'ai donné des preuves irrécusables de » sa haute valeur à mes yeux. Il serait possible que la me- » sure que je vous propose vous semblât devoir être en-

» visagée comme une déclaration de guerre par les souve-
» rains qui redoutent les idées d'affranchissement; de sorte
» qu'elle irait précisément contre le but que nous ambi-
» tionnons l'un et l'autre.

» A part toute vaine gloire nationale, il est incontestable
» que la France et l'Angleterre sont au premier rang parmi
» les puissances. Leur association offre tout réuni au plus
» haut degré : courage, activité, richesse. Cette associa-
» tion aurait d'ailleurs un immense appui dans les sympa-
» thies de tous les peuples; les souverains partisans du privi-
» lége ne se le dissimulent pas. Unis ensemble, nous verrons
» se rallier à nous une partie de l'Europe, peuples et rois.
» Les princes qui seraient tentés de repousser nos projets
» conciliateurs se trouveront dès lors pressés et par leurs
» peuples, qui répondront avec enthousiasme à notre voix,
» et par l'ascendant qu'exercera sur eux-mêmes notre puis-
» sante alliance.

» Notre caractère de souverains, et pour vous en particu-
» lier votre longue possession royale, écarteront de l'esprit
» des princes l'idée funeste d'un inutile emportement. Ce ne
» sera pas comme si la fougeuse propagande de la démocratie
» leur intimait fièrement ses ordres; ce seront des frères
» qui leur adresseront avec calme des représentations bien
» veillantes sur leurs véritables intérêts.

» L'Angleterre, beaucoup plus que la France, offre de
» vastes débris de l'aristocratie féodale que votre loyale
» politique s'applique à transformer graduellement, en les
» harmonisant avec les intérêts de l'avenir. N'y a-t-il pas
» là pour les rois et pour les privilégiés un témoignage
» éclatant que nous ne voulons pas les livrer comme une
» proie à la démagogie dévorante, et qu'il s'agit seulement
» de prudentes et pacifiques réformes?

» En France les idées aristocratiques n'ont pas de racines; » les sympathies pour tous les peuples y ont atteint un ad- » mirable développement. Sa participation sera une garan- » tie pour les masses, que la part sera faite large à leurs » intérêts.

» Mon frère, une tâche immense et glorieuse nous est » offerte, acceptons-la; montrons-nous dignes d'être les » chefs des deux premiers peuples de la terre.

» Remercions la Providence du rôle superbe qu'elle nous » a réservé. Il dépend de nous de devenir les pacificateurs » de l'Europe, et de nous assurer une gloire bien autrement » pure, bien autrement durable que celle de tous les con- » quérans.

» Que par nous donc la paix soit assurée; nous consa- » crerons ensuite tous nos efforts au développement des » intérêts auxquels la paix est profitable, et qui doivent à » jamais en garantir le maintien. »

Nous le répétons, il n'y a de chances de paix que dans une mesure semblable. Il est des esprits auxquels elle paraîtra étrange, qui se récrieront surtout parce qu'elle viole tous les usages diplomatiques; à ceux-là nous répondrons que nous faisons peu de cas de la diplomatie.

LA POLOGNE (1).

(EXTRAIT DU GLOBE DU 8 MARS 1831.)

Les dernières nouvelles de Varsovie réduisent à bien peu les espérances qu'on avait conçues sur le succès des armes polonaises. C'est en vain que pendant soixante-douze heures une horrible bataille a ensanglanté la rive droite de la Vistule; pendant soixante-douze heures les habitans de Varsovie ont entendu une effroyable canonnade; pendant soixante-douze heures ils ont été livrés à l'anxiété la plus poignante. La canonnade a cessé; mais l'anxiété est restée dans Varsovie plus morne et non moins cruelle : les Russes n'ont pas été vaincus; ils ont conservé leurs positions for-

(1) Cet article a été écrit à la suite de la bataille de Grochow. Le bruit courut alors à Paris que les Polonais avaient été vaincus; le ministre des affaires étrangères l'annonça même à la tribune.

midables; ils sont restés retranchés dans les bois, d'où, malgré des prodiges de valeur, on n'a pu les débusquer; le gros de leur armée les rejoint et les renforce. Nous frémissons d'y penser..... Depuis lors qu'ont pu devenir les Polonais?

Il est douloureux d'y songer; il est déchirant de le dire: au moment où nous écrivons, où sont ces hommes héroïques, que sont-ils devenus, eux qui ont eu aussi leurs trois jours? Qu'on les appelle par leur nom, et combien d'eux pourront répondre? combien en est-il qui n'aient pas roulé au fond de cette quatrième tombe de la Pologne?

Hélas! pendant que de misérables questions s'agitent sentencieusement à Paris, tandis que les Chambres gâtent ou arrangent de leurs amendemens diffus des lois stériles qu'on nous dit organiques et qui désorganisent tout; tandis que des députés verbeux s'amusent à détruire quelque petit article imaginé par la Chambre des pairs, pour le reproduire en d'autres termes; tandis que l'on occupe la France d'un procès où les prétendus républicains conspirateurs de décembre se trouvent être quelque curieux imbécile, ou quelque jeune homme évaporé, ou encore quelque passant arrêté sans propos, on meurt à Varsovie, on meurt avec enthousiasme, et c'est à cause de la France, c'est pour la France que l'on meurt!

Non, nous n'osons espérer le contraire. Aujourd'hui la lutte doit être terminée; la victime est immolée: les Polonais expirent!

Pauvre Pologne! ses enfans ne sont plus, eux qui s'étaient relevés si fiers lorsque la France leur eut fait un signe; eux qui, lorsque l'autocrate leur eut ordonné de se ruer sur nous, l'avaient toisé avec dédain et lui avaient dit qu'il

pourrait bien les égorger et se promener en triomphateur, en maître courroucé, dans Varsovie en ruines; mais qu'il ne lui serait jamais donné de tourner leurs bras contre la France; car la France aussi était leur patrie, la France était leur seconde mère, et ils se glorifiaient d'être ses enfans chéris.

Ils sont morts, morts sans doute comme leurs pères qui défendirent Praga contre Souwarow; ils sont morts foulés aux pieds par de misérables cosaques, insultés par leurs sauvages ennemis : ils sont morts en regrettant l'Italie et l'Égypte, où ils trouvaient au moins un Français pour recueillir leur dernier soupir.

Où est-il donc cet aigle blanc de l'Hôtel-de-Ville de Varsovie, au bec duquel ils avaient remis l'étendart russe qu'ils avaient bravement enlevé à la baïonnette : il est roulé dans la boue et dans le sang; quelques barbares de la soldatesque de Diebitch, quand ils seront las de pillage (1) et de débauche, le ramasseront, et iront le vendre à quelque juif qui trafique des métaux; ou bien l'orgueilleux Zabalkanski l'a déjà envoyé vers Saint-Petersbourg, afin que le bronze dont il est coulé serve à quelque statue de Nicolas *vengeur*.

Ils sont morts les Polonais, morts écrasés par le nombre, percés de coups, ou jetés à travers les glaces que charrie la Vistule! A quoi leur a servi de répéter le chant de Dombrowski, d'avoir enfoncé des bataillons pendant trois jours, en disant en chœur : *Non, non, tu n'es pas sans défenseurs, ô Pologne chérie!*

---

(1) On se rappelle que le général Diebitch a promis à ses troupes le pillage de Varsovie pendant six jours.

Et ces malheureux lanciers qui traversaient Varsovie pour rejoindre le champ de bataille, et qui, aux acclamations de la multitude, s'écriaient avec transport : *Vivent les hommes de Kalisch!* répondaient, les larmes aux yeux : *Meurent les hommes de Kalisch, pourvu que la Pologne vive!* Où sont-ils ? Hélas! eux aussi ils sont morts, ils sont tombés sans sauver la Pologne!

Tout cela n'est plus; tout cela est mort pour la France, pour la civilisation; et ces infortunés ont eux-mêmes, avant de mourir, noblement prononcé leur oraison funèbre.

« Que ceux qui sont plus forts que nous, disait, le 12 février, le ministre Malachowski dans la chambre des nonces, et auxquels nous avons voulu venir en aide, nous bercent encore pour l'avenir comme par le passé de la stérile expression de leur sympathie : nous périrons pour eux : une noble larme sera notre unique récompense, nous mourrons sans hésiter, et nous justifierons ainsi la noble inspiration de l'orateur français qui nous a devinés quand il a dit : « LES POLONAIS SONT ACCOUTUMÉS A MOURIR POUR LA FRANCE. »

Et qu'a-t-on fait pour cette noble victime? Qu'a dit, qu'a fait la France pour l'arracher à l'extermination? Le gouvernement français a dit qu'*ils étaient trop loin!* Il a fait de la petite diplomatie; il n'a même pas osé offrir une médiation embarrassée. Les ministres français, soit indifférence bourgeoise, soit terreur de la grande colère de Nicolas, soit bien plutôt crainte de toutes les exigences politiques que la guerre devait soulever, et de l'abîme d'anarchie auquel elle semblait devoir conduire, n'ont pas daigné adresser directement une parole à ces hommes généreux; et, comme l'a dit encore M. Malachowski avec

cet accent qui serre le cœur, *le gouvernement polonais n'a rien reçu de celui de France, pas même un courrier!*

Et a défaut du gouvernement, sans doute un élan général s'est manifesté dans la nation; sans doute une foule d'hommes ardens, partis de tous les coins de la France, sont allés dire à Varsovie la vive sympathie qu'ici on ressent pour la cause de la Pologne, pour son sublime dévouement; sans doute d'abondantes offrandes ont afflué dans les coffres du comité que préside l'illustre ami de Washington?

Hélas! non; les feuilles allemandes nous apprennent que VINGT jeunes Français sont entrés à Varsovie. Les listes de souscription attendent le nom des souscripteurs; et il a fallu tout l'attrait d'un concert où devaient se faire entendre en public des voix harmonieuses que jusque là quelques privilégiés avaient pu seuls ouïr dans l'étroit espace d'un salon, pour décider les classes les plus riches à la plus modique des aumônes, en retour de laquelle elles ont encore exigé du plaisir. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

LA POLOGNE.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 20 OCTOBRE 1831.)

La révolution de Pologne est étouffée; l'ordre règne à Varsovie. Le boulet mort qui vint frapper Paskéwitch à l'attaque du faubourg de Wola est l'emblème de l'insurrection polonaise : elle est tombée sans force au pied de Nicolas.

Aujourd'hui la Pologne est morte; ses enfans les plus chers sont frappés d'exil. On ne sait où Skrzynecki a cherché un refuge; la tête de Lelewel est mise à prix; Czartoryski a passé la Vistule seul dans la barque d'un pêcheur; il est allé une dernière fois tenter la fortune à Cracovie. Ramorino, qui avait été le digne représentant de la France

dans cette lutte de géans, a brisé son épée en entrant avec ses frères adoptifs sur les domaines du conseil aulique. Les forteresses de Frédéric-Guillaume s'encombrent d'officiers polonais. La terre de Prusse et d'Autriche, dont les populations avaient admiré les fils de la Pologne, leur a été inhospitalière. On les a dépouillés de leurs armes, et on ne leur a pas permis de couper dans les forêts le bâton voyageur qui les reconduirait en France.

Pauvre Pologne ! elle a expiré, abandonnée par tous ceux qui lui témoignaient une amitié hypocrite ! Il était de bon ton dans les cours et dans les salons dorés de s'attendrir à l'idée de la Pologne. La Pologne ! on en parlait dans les élégans quadrilles; on s'entretenait de ses horribles douleurs au milieu des fêtes splendides et des joies officielles. On la laissait périr sans lui envoyer un courrier; mais les inventeurs de modes, dans leurs importantes méditations, et les ministres, dans leurs harangues solennelles, lui prodiguaient les marques d'intérêt. Praga, Ostrolenka, Iganie et la *nationalité polonaise*, occupaient une place brillante sur les cartons des marchands de nouveautés et dans les plus graves discours. Pendant ce temps l'armée polonaise s'exténuait contre la grande armée de Nicolas, semblable à ces corps légers qui vivement lancés contre une lourde masse rebondissent par le choc. Elle avait usé Diébitch, elle avait usé Constantin, mais elle s'était usée elle-même. Et quand elle a été épuisée du sang qu'elle avait perdu, les diplomates sont venus l'endormir de leurs trompeuses paroles; ils ont conduit les Russes autour d'elle pendant son sommeil. Pendant son sommeil aussi, à l'insu sans doute des diplomates, la trahison avait noué des trames horribles. Réveillée en sur-

saut, à peine a-t-elle eu le temps et la force d'échapper à une complète extermination.

La pauvre Pologne s'était dévouée comme une victime pour arrêter la Russie qui s'ébranlait contre la civilisation. Pour soutenir cette lutte inégale elle avait fait un appel à l'Europe occidentale : « Peuple indocile, avait-on dit tout bas dans les conseils des rois ! » et on avait crié : *C'est trop loin !* Que se mêlait-elle en effet de ce qui ne la regardait pas? Que lui importaient les projets de Nicolas contre la France? Sous l'influence d'un vif sentiment de catholicisme elle avait invoqué Marie, et les catholiques de France étaient restés muets dans leurs basiliques; ces hommes religieux avaient bien d'autres affaires ! ils conspiraient contre le *Domine salvum fac regem.* D'une voix déchirante elle avait demandé de l'argent, elle n'avait pas trouvé de crédit; les capitalistes n'avaient d'entrailles que pour Metternich et Ferdinand VII. Et quand elle a été écrasée, à peine quelques voix se sont élevées pour honorer son martyre. Les cabinets européens n'ont pas voulu pour elle célébrer de funérailles. Ce cadavre déposait contre leur égoïsme, ils ont eu hâte de l'enfouir. Son convoi a été solitaire, silencieux et clandestin comme celui des criminels dont on va pendant la nuit jeter les membres palpitans dans la fosse commune, et sur lesquels on ne pose pas de pierre qui marque leur place et garde leur mémoire.

Des écrivains généreux ont déjà réclamé pour les débris de l'armée polonaise : ils se sont demandé si la diplomatie prétendait interdire à la France de tendre les bras à ces malheureux, si les souvenirs de Dombrowski et des lanciers polonais préoccupaient assez le czar et l'aristocratie allemande pour qu'ils signifiassent à un cabinet d'effrayés que toute manifestation éclatante de sympathie envers les

vaincus de Paskéwitch, serait une cause de rupture? Se rait-ce un crime au gouvernement français de poser un peu de charpie sur les plaies des blessés de Varsovie, et de leur glisser dans la main la modique aumône qui les mènerait à pied, par les longues routes d'Allemagne, sur le territoire français? Les écrivains qui ont ainsi parlé ont droit à la reconnaissance de tous les hommes à nobles sentimens? il est beau de vouloir ouvrir un refuge à ces proscrits. Mais la terre de Pologne et les infortunés qui la peuplent, il faut y songer aussi : que vont-ils devenir?

Sera-ce une province russe administrée militairement par un hetman de Cosaques, sous les ordres du grand-duc Michel? Les traités de Vienne, si opiniâtrément invoqués, vont-ils dormir pour elle? Tel est l'état d'abjection du parti populaire en Europe, telle est dans le Nord l'arrogance de l'aristocratie, que ces traités, mauvais chiffons il y a un an, sont devenus depuis lors la *grande charte* des peuples, le palladium de leur indépendance!

Non, l'affaire de Pologne n'est pas finie. La presse doit y veiller; il faut qu'elle ait toujours les yeux fixés sur cette nation malheureuse. Que sa vigilance empêche les agens du colérique Nicolas de planter des échafauds, ou de réaliser les rêves de déportation en masse conçus par leur maître dans ses accès de fureur, lorsqu'il apprenait qu'une poignés de héros balançait l'effort de ses gros bataillons et du vainqueur du Balkan. Les cabinets de France et d'Angleterre, assourdis par le tapage de la machine constitutionnelle qui joue toute détraquée à leurs oreilles, ont dans leur embarras oublié la Pologne : que la presse leur crie sans cesse aux oreilles ce nom si cher; qu'elle excite en eux une pudeur qui s'est émoussée. Provisoirement il est impossible d'obtenir rien de plus que la clémence du vain-

queur et l'exécution des stipulations de Vienne ; eh bien ! que la presse fasse sur elle cet effort de réclamer la *clémence* de Nicolas et l'observation des *traités de Vienne.* Ce sera se faire une rude violence ; mais telle est la situation du moment. Le temps presse ; les populations désarmées des bords de la Vistule valent bien la peine, n'est-il pas vrai, que pour les sauver on prononce ces mots amers, *clémence de Nicolas, maintien des traités de Vienne ?*

ALGER.

(EXTRAIT DU GLOBE DU 10 NOVEMBRE 1831.)

Il est beaucoup question d'Alger en ce moment. Parlons plus exactement, on en jase beaucoup; on met en circulation beaucoup de rumeurs sur l'avenir de cette conquête importante; mais, hormis des causeries et des cancans politiques, rien n'a encore été fait ni tenté pour en tirer parti.

Il a couru ces jours-ci des bruits qui n'ont peut-être aucun fondement, sur une combinaison nouvelle qui règlerait le sort de ce pays. Il s'agirait de laisser à l'Angleterre le soin de civiliser les côtes barbaresques en commençant par Alger. En revanche, la France s'arrondirait des provinces rhénanes. La Prusse renoncerait au grand duché du Bas-Rhin, qui n'est même pas en continuité de territoire avec elle, et qui ressemble, dans ses rapports

avec Berlin, à un captif attaché à un poteau par une chaîne au pied; et elle s'incorporerait le grand-duché de Varsovie, de manière à perdre cette figure rétrécie et amaigrie d'une *paire de jarretières*, ainsi que Voltaire disait. La Russie regagnerait en Grèce le terrain qu'elle perdrait ainsi dans l'Allemagne septentrionale, et il est probable que quelque lieutenant de Nicolas réussirait mieux que l'infortuné Capo d'Istria à vaincre les résistances que l'aristocratie des chefs de Palicares oppose à l'introduction d'une administration à l'européenne. Ce plan se rattacherait, dit-on, à la formation d'un royaume nouveau, formé de la Hollande et du Hanovre qui serait définitivement séparé de l'Angleterre; ce qui permettrait de moins resserrer la Belgique du côté de la Meuse et du Luxembourg. Nous passons sur quelques arrangemens de détails qui auraient pour but d'indemniser, au moyen des provinces de Westphalie, de Minden et d'Arensberg, la Bavière et Hesse-Darmstadt, des territoires de la rive gauche du Rhin, de Worms, Spire et Landau, qui seraient rattachés à la France, et de jeter quelques lambeaux à la tête de la jalouse, de la rétrograde Autriche, comme on fait à un dogue hargneux dont on veut éviter les aboiemens.

Nous croyons peu à la réalité de cette combinaison. Nous la rapportons toutefois pour divers motifs, et d'abord parce que, prise en elle-même, elle est digne de fixer l'attention publique.

Sans doute il y a quelque chose de brutal, d'immoral dans ce morcellement de territoires qu'on découpe froidement pour en prendre chacun sa part; sans doute c'est une tyrannie sans nom que d'imposer à des peuples doux et laborieux un gouvernement qu'ils n'aiment pas, qu'ils ne connaissent pas; sans doute il est absurde que cette

Allemagne si unitaire par son langage, ses mœurs et ses habitudes, voie indéfiniment ajournée, par des influences féodales, la constitution de l'unité germanique, après laquelle elle soupire depuis vingt-cinq ans, et que son éparpillement en trente-neuf souverainetés sans lien réel soit consacré par de nouvelles combinaisons diplomatiques. Toutefois il y a dans ce projet des germes d'avenir qu'il est essentiel de signaler.

L'utilité de toute mesure qui rattacherait directement les provinces rhénanes à la France est universellement sentie par les hommes avancés. Il n'y a pas de raison pour fractionner la vallée du Rhin, jusqu'à l'entrée des Pays-Bas. De Huningue à Dusseldorf, c'est, dans l'acception la plus étroite du mot, une même *nation*, un même *pays*. Le centre sur lequel Landau, Mayence et Coblentz ont les yeux fixés, n'est ni Munich, ni la petite ville de Darmstadt, ni Berlin, c'est Paris.

L'association du grand-duché de Varsovie et de la Prusse constituerait la Prusse au premier rang des puissances allemandes, assurerait à Berlin, dans l'ordre politique, cette suprématie sur toute la Germanie, qu'il exerce déjà dans l'ordre intellectuel. Ce serait un grand pas vers la subalternisation complète de l'Autriche, qui est la personnification du retardement. Sans doute le gouvernement *actuel* de la Prusse s'est rendu coupable de bien des méfaits envers les idées progressives; sans doute ses rigueurs contre les écrivains libéraux ont été odieuses; sans doute la pensée qui le préoccupe d'organiser comme un camp des populations pacifiques est une pensée arriérée; sans doute il doit paraître absurde à tout voyageur qui parcourt, par exemple, la vallée du Rhin, si riche, si populeuse, si laborieuse, d'y trouver pour division administrative principale une di-

vision toute militaire; si bien que le premier objet qui frappe les regards, à l'entrée de ces villes et villages pressés les uns contre les autres, soit un écriteau portant l'indication du régiment et du bataillon de la landwehr dont ils font partie; sans doute l'infortunée Pologne a de terribles griefs à articuler contre les autorités prussiennes; toutefois il y aurait mauvaise foi à ne pas convenir que l'administration prussienne est un modèle à citer; que le gouvernement prussien, quoiqu'il semble au premier abord ne faire cas que du métier des armes, a plus fait pour la diffusion des lumières, le développement de l'industrie manufacturière et agricole, que tous les autres gouvernemens du continent. Dans nul pays les universités et le choix des professeurs ne sont l'objet d'une sollicitude plus active; dans nul pays le confectionnement et l'entretien des routes ne sont plus difficiles, et nul pays sur le continent n'a de plus belles chaussées. On devrait se demander encore si les successeurs du grand Frédéric, entourés de princes qui les détestaient comme des intrus, ayant d'ailleurs à garder un prodigieux développement de frontières, ont pu éviter de se considérer comme campés au milieu d'ennemis aux aguets, et de s'organiser militairement. Quel est d'ailleurs l'ami de la Pologne qui ne s'estimât plus rassuré s'il la voyait soustraite au régime de sévérité stupide conçu par Constantin, et perfectionné par Paskéwitch et sa créature de Witt, pour passer, au moins provisoirement, sous l'autorité d'un gouvernement actif et éclairé, quoi qu'on puisse dire, tel que celui de Berlin? De gré ou de force d'ailleurs, il faut que le gouvernement prussien renonce bientôt à sa politique féodale contre la presse au-dedans, contre la France au-dehors. Cette politique fait de la Prusse une méchante doublure de l'Autriche, tandis que sa mission a

été toujours et est encore de renverser la maison de Habsbourg du trône de l'Allemagne, et de s'y asseoir à sa place. Son état présent est donc un état forcé, contre nature : on n'est pas long-temps l'allié des gens qu'on a mandat de détrôner. Les alliés naturels de la Prusse sont la France et l'Angleterre; car la FRANCE, l'*Angleterre* et la *Prusse* considérée comme résumé de l'Allemagne, sont les trois peuples les plus avancés, se complétant les uns les autres; ceux qui représentent les trois aspects de la vie individuelle et humanitaire : MORALE, *industrie*, *science*.

L'installation de la Russie en Grèce susciterait assurément des haines et causerait des déchiremens. Il y a en Morée et dans les îles une aristocratie qui se ploierait difficilement à la domination moscovite. Mais il est certain, d'autre part, que cette aristocratie de condottieri klephtes ou de Fanariostes est fort peu entendue en civilisation, et que ce n'est point à elle qu'il sera donné d'initier aux merveilles de l'industrie et de la science, au bien-être et à l'instruction, les classes pauvres au milieu desquelles elle vit. Ces patriarchies et ces oligarchies s'accommoderaient peu du *bon plaisir* d'un aide-de-camp de Nicolas. Mais la question est de savoir si l'élément le plus vital de la Grèce réside en elles ou dans les masses qu'elles exploitent, et si transitoirement, alors que nul gouvernement de l'Europe ne possède une autorité morale assez élevée pour ne plus avoir besoin des moyens violens du passé, le régime militaire n'est pas encore, comme dans les siècles anciens, un moyen d'éducation pour des populations très-arriérées.

Ce qui était une odieuse tyrannie envers la noblesse polonaise si éclairée, si hautement morale, peut vis-à-vis des chefs de Palicares devenir momentanément un frein nécessaire à leur turbulente ambition, aux sauvages écarts de

leur indépendance. La Grèce livrée à elle-même se mutilera, se dévorera. Elle a besoin d'une intervention directe de l'Europe; la Russie peut, à la rigueur, remplir les fonctions d'un commissaire de police qui irait y imposer silence en attendant que la France et l'Angleterre y envoient de religieux initiateurs aux travaux pacifiques et féconds de l'industrie et de la science.

Le projet qui aurait pour but de soumettre à une même loi la Hollande et le bas Hanovre n'aurait non plus rien de déraisonnable. Les côtes de la mer du Nord, depuis Anvers jusqu'aux bouches de l'Elbe, ont une constitution géographique identique. C'est toujours un pays plat, sabloneux, à rivage dentelé, coupé par les embouchures de plusieurs fleuves, le Rhin, l'Ems, le Weser et l'Elbe. La destinée des diverses parties de ce pays a été, depuis plusieurs siècles, analogue. Ce sont tous lieux commerçans, qui ont trouvé dans leur puissance industrielle les moyens de se dérober au glaive de César. Ici les villes anséatiques, Brême et Hambourg; là Amsterdam, Rotterdam, Flessingue et La Brille. Plus tard, lorsque Napoléon eut absorbé la Hollande, il fallut que les côtes de la mer du Nord subissent la même destinée pour les mêmes motifs, et que les fleuves qui s'y épanchent donnassent, comme la Saône, le Rhône et la Loire, leurs noms à des départemens. Actuellement une délimitation absurde, qu'on dirait l'œuvre de quelque diplomate distrait qui se serait amusé à découper en figures bizarres la carte d'Europe, a haché ce littoral. Les potentats du congrès de Vienne ont fait du népotisme en grand. Chacun a voulu nantir ses parens nécessiteux; les oncles et les cousins ont obtenu tous quelques lieues carrées et quelques milliers de têtes de bétail humain. L'on a institué des villes *libres*, c'est-à-dire qui

sont à la merci de toutes les polices de l'Europe. On a disjoint ce qui devrait être uni. L'accouplement du littoral de la mer du Nord avec la Hollande produirait un état des plus homogènes.

Mais le fait qui soulèverait le plus de répugnances dans la combinaison que nous examinons serait certainement la cession d'Alger à la Grande-Bretagne. Il y a encore en France un vieux levain de haine contre ce qu'on appelait, sous la république et l'empire, la *perfide Albion;* les antiques rivalités nationales sont profondément assoupies depuis juillet; mais à force de jeter les hauts cris il ne serait pas absolument impossible de les réveiller pour quelques instans. Le temps n'est plus où l'on pourrait répéter sérieusement ces phrases *patriotiques* des proclamations napoléoniennes : « Soldats ! les roches blanches de Douvre » se sont dit qu'elles se rougiraient de votre sang, » mais il y a tel moment où un peuple sentant sa dignité cruellement blessée devient inquiet, susceptible, irritable même, dès qu'il s'agit de ce qui peut ressembler à une concession de plus, à une soumission nouvelle; et c'est aujourd'hui le cas de la France.

Et cependant il faut reconnaître que chaque peuple a sa capacité propre, son individualité, son *nom.* Or le nom des Anglais est celui de *peuple colonisateur.* L'Angleterre possède aujourd'hui la plupart des colonies qu'ait conservées l'Europe. Elle a fait d'immenses empiétemens sur des civilisations arriérées. Elle a solidement planté sur les mers et sur tout le littoral des deux continens des jalons auxquels se nouera le réseau de l'association universelle. L'Angleterre, sans perdre de vue les intérêts présens, a beaucoup fait pour l'œuvre d'avenir. Par ses colonies florissantes

par ses riches comptoirs, par l'influence de ses agens commerciaux, par ses ingénieurs, par ses chefs d'atelier, elle enlace tout le globe; son génie est d'être l'initiatrice *industrielle* et *administrative* des peuples. Or la colonisation est actuellement une œuvre spécialement administrative et industrielle. Un jour viendra sans doute où la colonisation, c'est-à-dire l'intervention de la civilisation chez des peuples barbares, sera un acte à la fois de MORALE, d'*industrie* et de *science;* où les colonisateurs apporteront à la fois, aux peuples arriérés, sentimens RELIGIEUX, c'est-à-dire d'ASSOCIATION, *lumières* et *aisance.* Alors les trois peuples dont la vie particulière est empreinte le plus profondément pour l'un de RELIGIOSITÉ, pour le second de puissance *scientifique*, pour le troisième d'activité *industrielle*, la FRANCE, l'*Allemagne* et l'*Angleterre*, concourront à toute colonisation. Ce sera sous les auspices de cette trinité sainte que les peuples graviteront vers leur destination, l'*association universelle.* Mais les élémens de cette trinité sont épars, aucun d'eux n'a encore conscience de son avenir personnel et collectif. L'œuvre de colonisation est donc temporairement étroite et incomplète; aussi, dans l'absence momentanée, en dehors de nous, fils de Saint-Simon, de toute loi morale, ne peut-elle provisoirement se résoudre qu'en actes *industriels*, c'est-à-dire dans lesquels l'aptitude et l'expérience sont du côté de l'Angleterre.

C'est par ce motif que l'arrangement que nous rapportons ici n'aurait, en ce qui concerne Alger, rien dont l'humanité eût à se désoler. A chacun selon sa capacité. Quand il s'agira de loyauté, de sympathies généreuses à témoigner hardiment, de gloire et d'hommages à recueillir, ce sera le rôle de la noble France; il s'agit main-

tenant de coloniser, c'est le tour de l'Angleterre. Les napoléoniens eux-mêmes ne seraient pas en droit de se plaindre, puisqu'on leur rendrait *leur* Rhin.

Et cette résolution serait favorable aux intérêts les plus étroits de la France; car ces intérêts exigent que la côte d'Afrique se recouvre de cités florissantes, que des populations industrieuses s'y implantent et y croissent, et c'est par l'Angleterre que ces choses seraient commencées à moins de frais. Un jour viendrait ensuite où la France, associée à l'Angleterre, activerait ce développement par des flots de vie et d'enthousiasme, et cueillerait les fruits semés par sa sœur sur le sol qu'elle-même aurait préparé de ses mains et arrosé de son sang. Or ce jour d'association est proche : nous dirons pourquoi il doit poindre bientôt.

Everat, Imprimeur, rue du Cadran, n° 16.